que faire?

revue communiste

« **Unité d'action, liberté de discussion et de critique,** voilà notre définition. Cette discipline est la seule digne du parti démocratique de la classe avancée. »

LENINE, décembre 1906.)

--- Sommaire —

EDITORIAL. — Le front populaire et les décrets-lois ..... p. 1

PROBLEMES ACTUELS. — Les antiplanistes convertis — **Robert BRIZON** p. 5

Le nouveau programme agraire du P. C. — **A. MARTIN** .....p. 8

DOCTRINE ET HISTOIRE. — **N. LENINE** — Le militarisme belliqueux et la tactique antimilitariste ..... p. 12

NOTES. — L'I.C. et le Labour party 15

L' « Huma » et la dévaluation du rouble ..... p. 17

REVUE DE LA PRESSE. ..... p. 18

TRIBUNE DE DISCUSSION. — Comment il ne faut pas lutter contre l'union sacrée — **P. LENOIR** .. p. 20

Vers une nouvelle internationale p. 30

Sur le redressement du P. C... p 32

PRIX

N° 12 **Décembre** 1 fr.

QUE FAIRE ?

Revue Communiste mensuelle

ABONNEMENTS

France : Un an .... 10 fr. Six mois ..... 5 fr.
Etranger : — .... 18 fr. — ..... 10 fr.

Abonnement de soutien : 20 fr.

POUR LES MANDATS

G. RUCAR, 10, Rue Gay-Lussac, PARIS-V^e^

Chèque Postal Paris 1290-77

ATTENTION ! CE QUI CONCERNE LA CORRESPONDANCE DOIT ETRE ADRESSE :

QUE FAIRE ? -- IMPRESSIONS MODERNES

37, boulevard de Strasbourg, PARIS 10^e^

La Revue "Que Faire" se propose

1) D'étudier les causes et le caractère de la crise du mouvement communiste français et mondial ;

2) De combattre toutes les tendances qui mènent à la revision du marxisme-léninisme et des principes de l'Internationale communiste élaborés par Lénine ;

3) D'analyser les problèmes concrets de la révolution prolétarienne en France, d'apprécier, à la lumière du marxisme-léninisme, la vie politique et sociale du pays, et de soumettre à la critique marxiste les courants et les partis politiques ;

4) De grouper autour de la revue tous les communistes prêts à lutter sur la base des principes de la 3e Internationale, pour le rétablissement de la démocratie intérieure dans le parti communiste, sans laquelle le parti ne peut avoir de politique juste ;

5) De rechercher, ensemble avec tous les communistes, les meilleures voies et les moyens pour aboutir à ce but.

Tous les camarades sont priés de nous envoyer leurs observations, notes, articles, et de collaborer avec nous à la réalisation de nos tâches.

EDITORIAL

Décrets-lois et Front Populaire

Depuis le 17 juillet, le gouvernement Herriot-Laval-Frossard a pris 366 nouveaux décrets-lois, ce qui porte à 576 le nombre de ces mesures qui, dans leur ensemble, frappent durement les masses de travailleurs et renforcent la répression de l'Etat bourgeois contre le prolétariat révolutionnaire. Or, devant cette politique de réaction et de spoliation inouïe, chacun peut constater la carence des organisations ouvrières et en premier lieu celle du parti communiste.

Comment expliquer un pareil phénomène ? S'agit-il d'un accident incompréhensible ? d'une passivité blâmable mais momentanée ? ou bien sommes-nous au contraire devant la conséquence **inévitable** d'une politique fausse menée par le parti ?

Dès après les décrets-lois de juillet, il était déjà visible que le P. C. et la C. G. T. U., au moins autant que le parti socialiste et la C. G. T., freinaient l'action des prolétaires, notamment de ceux des services publics, qui eux poussaient aux actions de masse. Les événements de Brest et de Toulon rendirent cette attitude du P. C. encore plus visible. Au lieu d'orienter et de mobiliser les masses vers la grève générale, la direction du parti se désolidarisa des combattants dont elle assimila l'action à des actes de provocation.

Mais en face des nouveaux décrets-lois, l'attitude de la direction du parti communiste devient encore pire.

La presse du parti ne se contente pas de faire le silence sur une série des plus dangereux de ces décrets, mais elle en arrive à présenter certains d'entre eux, et parmi les plus scélérats, comme étant, somme toute, profitables à la classe ouvrière !

Si elle ne trouve pas un mot pour expliquer le danger que recèle pour les ouvriers immigrés **et pour le prolétariat français** le décret sur la main-d'œuvre étrangère, si elle ne dit rien en général contre la plupart de ces mesures répressives, comme celle sur le soi-disant espionnage et les atteintes au moral des troupes, qui vise avant tout la propagande prolétarienne dans les casernes et les usines, elle se réjouit en revanche de la plupart des autres mesures de répression !

Elle qui hier encore dénonçait justement Renaudel et Paul Boncour qui créaient et renforçaient la garde mobile, accueille avec joie le décret actuel qui la renforce, de même qu'elle note

avec satisfaction le renforcement de la garnison de Paris par des troupes coloniales ; elle présente favorablement le décret relatif à l'intégrité du territoire qui vise en réalité toutes les organisations coloniales, séparatistes et le P. C. lui-même dans la mesure où il serait tenté de reprendre son vieux et juste mot d'ordre du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

***

Comment se fait-il que le parti ait pu devenir partisan de ces mesures réactionnaires de conservation du régime capitaliste ?

L'examen de l'attitude prise par le parti devant le congrès du parti radical rendra sans doute la réponse aisée.

Le 29 octobre, après le congrès de Wagram, le « Temps » du comité des forges et des houillères, constate que : « **le programme du parti radical est exactement le même que celui que s'efforce de réaliser le gouvernement actuel... Nous le ferions nôtre si nous ne l'avions adopté déjà** ».

Or, ce programme radical dont la grande bourgeoisie dit sans équivoque : « **c'est le mien** », la direction du parti communiste le fait sien à son tour. « **Que le parti radical veuille donc appliquer son propre programme, s'écrie Cachin... il est sûr de l'appui vigoureux et décisif du prolétariat unanime** » (« Humanité », 25 octobre).

Mais le programme radical, ce ne sont pas les « **clauses de style** que des motions de congrès renferment obligatoirement », comme le constate malicieusement « l'Economiste Européen ». Ce programme, c'est une politique déterminée, politique conservatrice par excellence, visant l'assainissement du budget, le maintien de la « paix française », tout cela en touchant **le moins possible** au statu quo. C'est la politique de Flandin-Herriot et de Laval-Herriot. Ce programme implique l'acceptation **en principe** des décrets-lois qu'on pourrait éventuellement « humaniser ». Accepter le programme radical, cela signifie s'interdire toute action sérieuse contre les décrets-lois. Les dirigeants ouvriers qui se font les protagonistes de l'unité radicale, avec en tête le ministre de Laval, Edouard Herriot, ne peuvent pas lutter contre les décrets-lois ; ils sont prisonniers de la bourgeoisie radicale, des freineurs de la lutte de classe. C'est du point de vue **radical** que Duclos attaque les socialistes dans « l'Huma » du 18 novembre pour leurs « exigences exagérées » envers Herriot.

Oui, mais en échange de l'acceptation **en fait** par les dirigeants ouvriers de la politique des décrets-lois, les radicaux ont « salué avec joie le puissant rassemblement », le Front Populaire. Ils se sont prononcés contre le fascisme, pour l'alliance avec les communistes, pour la politique de paix de l' U. R. S. S. Ce marché n'est-il pas profitable au prolétariat ?

Au moment où la faillite de l'expérience Laval-Herriot saute aux yeux, au moment où la poussée des masses laborieuse provoque un revirement à gauche dans tout le pays, en particulier

chez les anciens combattants (la manifestation du 11 novembre avec Rivollet, ministre de Doumergue, en tête), au moment où les ligues fascistes sont plus que jamais isolées dans le peuple et ne tiennent le coup que grâce à la complicité de Laval-Herriot-Paganon, les dirigeants communistes ne trouvent de meilleure tactique que de pousser Herriot à refaire le gouvernement Laval sans Laval. Pour réaliser ce but merveilleux, ils sont prêts à tous les reniements, à tous les abandons. Que valent les intérêts des ouvriers des fonctionnaires, des chômeurs, des petites gens spoliés par les trusts, en face de cette tâche historique : hisser Herriot à la présidence du Conseil... A la façon d'Essaü qui, selon la fable, vendit son droit d'aînesse pour un plat de lentilles, les dirigeants du P. C. vendent le droit du prolétariat à la révolution en échange des déclarations d'amitié d'Herriot pour Litvinov.

Mais vous ne comprenez pas : il fallait lutter contre le fascisme ! Ah ! le bon billet !

Pour lutter contre le fascisme, il fallait abandonner la lutte contre les décrets-lois ? Pour lutter contre le fascisme, il fallait abandonner la lutte contre le renforcement réactionnaire de l'Etat bourgeois ? Pour lutter contre le fascisme, il fallait abandonner la lutte de classe et se lier les mains au char de la bourgeoisie libérale ? Merveilleuse stratégie !

Toute cette politique n'est pas nouvelle. C'est la politique des démocrates bourgeois et des réformistes. C'est la politique tragique de la social-démocratie allemande ; et toutes les ligues, désarmées, de défense de la république avec le général de Pouderoux en tête, ne seront qu'une ressucée de la lamentable ligue pour la défense de la république de Weimar, « sous la bannière du Reich ».

Avec cette politique « à tous les coups l'on perd ».

Si, comme le déclare chaque jour le P. C., le fascisme est en France l'ennemi principal et immédiat, ce qui n'est d'ailleurs pas certain le moins du monde, une telle politique entravant la lutte de classe du prolétariat, diminue les forces de ce dernier dans la lutte contre le fascisme, lui fait subir sacrifices sur avanies, lui désapprend l'action directe de masse au lieu de l'y encourager, apprend au prolétariat à compter sur la bourgeoisie libérale et sur les combines parlementaires au lieu de compter sur lui-même, développe les tendances au découragement et à la passivité, et, par là même, permet au fascisme de développer avec succès sa démagogie parmi les masses spoliées et brimées.

Si au contraire, pour l'instant, en France, le danger immédiat et réel n'est pas le fascisme, si le danger actuel est la politique que la grande bourgeoisie mène par l'intermédiaire de ses gouvernants successifs pour rejeter sur les masses laborieuses le poids de la crise, tout en gardant ses « ligues » en « réserve », alors la brillante stratégie du néo-cartel élargi sacrifie les intérêts immédiats et historiques du prolétariat, sans même l'apparence

d'une contre-partie. Et cela s'appelle proprement : abandonner la proie pour l'ombre.

***

L'abrogation des décrets-lois scélérats, le désarmement des ligues fascistes, la mise à la raison des oligarchies financières, la solution de la crise économique dans l'intérêt des travailleurs, ce ne sont pas des tâches séparées ; elles forment un tout, elles ne pourront être arrachées que par la lutte de classe intransigeante des ouvriers contre la coalition radicalo-réactionnaire, contre le gouvernement Laval-Herriot qui l'incarne. Loin de repousser les couches laborieuses, cette politique est la **seule** capable de souder le bloc des travailleurs, dont les misères et les souffrances, dues à la crise et à la surexploitation capitaliste, ne sont, pour des politiciens radicaux, que des sujets de propagande démagogique. Ce sont les ministres radicaux, auteurs des décrets-lois, protecteurs des ligues, complices de Laval, qui poussent les travailleurs vers le désespoir, vers l'indifférentisme, vers la démagogie agrarienne et fasciste. Pourquoi doivent-ils défendre la démocratie bourgeoise, ceux pour lesquels elle est la marâtre, la spoliatrice, l'ennemi ? C'est ainsi que les démocrates bourgeois, par leur politique au service de la réaction, sapent les bases mêmes du régime qu'ils sont censés représenter. Les dirigeants ouvriers qui font leur cette politique, au lieu d'utiliser la démocratie bourgeoise afin de lutter pour les intérêts des ouvriers, pour la république socialiste, encourent une responsabilité historique énorme. Les travailleurs qui ne veulent plus être battus à tous les coups doivent rejeter énergiquement cette politique.

« Il n'est pas de sauveur suprême » dit notre vieux chant révolutionnaire. Les révolutionnaires prolétariens, les communistes, ne doivent compter que sur eux-mêmes pour « se ressaisir ». De même, il n'est pas de « trucs merveilleux » pour remplacer la tactique éprouvée et glorieuse de la lutte de classe. Et il n'est pas d'autre chemin possible pour les révolutionnaires prolétariens que de mener la lutte partout où ils se trouvent pour la rupture de la politique de collaboration de classe, pour imposer une politique d'action indépendante du prolétariat contre les décrets-lois.

QUE FAIRE ?

« Le devoir de propager les idées communistes implique la nécessité absolue de mener une propagande et une agitation systématiques et persévérantes parmi les troupes. Là où la propagande ouverte est difficile, par suite de lois d'exception, elle doit être menée illégalement ; s'y refuser serait une TRAHISON à l'égard du devoir révolutionnaire et par conséquent INCOMPATIBLE avec l'appartenance à la IIIe Internationale. »

(Les 21 Conditions d'admission dans l'I. C.

PROBLE MES ACTUELS

Les antiplanistes convertis

On aura beau proclamer dans la presse du Parti et dans les salamalecs solennels que l'unité syndicale se fait « sans vainqueurs ni vaincus, » ce ne sera jamais que des phrases. Le fait est qu'avant d'être admise à réintégrer la « vieille maison » la C. G. T. U. a été soumise à une désinfection idéologique bien soignée pour prémunir les dirigeants réformistes contre tout virus révolutionnaire. Les infirmiers officiants ont été les dirigeants de la C. G. T U. qui ont pondu le **plan de salut économique et de défense sociale.**

Ce document, simple démarquage du fameux plan de la C. G. T., constitue la charte du reniement de ce que fut la centrale syndicale révolutionnaire Ft s'il fallait encore prouver qu'à défaut de son « rôle dirigeant » le parti a su imposer à la C. G. T. U. ses méthodes bureaucratiques, le VIIIe Congrès tenu récemment à Issy-les-Moulineaux en a fourni une preuve de plus lorsqu'il a « adopté » sans murmures la dite charte.

L'antiplanisme acharné du P. C. et de la C. G. T. U. est encore présent dans toutes les mémoires. Aussi les auteurs du plan de la C. G. T. U. s'entourent d'une série de phrases sonores. A les croire ils nous apporteraient un programme « constructif, sérieux, revendicatif » qui permet d'arracher au grand capitalisme tentaculaire « les réserves accumulées par le labeur de la France du travail ». Un programme qui n'aboutit pas au renforcement des positions du grand capital, « mais qui les sape au contraire sous les coups répétés des multitudes opprimées... pour marcher vers la transformation sociale ».

Le but du plan est d'arracher au « capitalisme tentaculaire ses réserves accumulées ». Pour cela nul besoin de faire la révolution. Il faut « dans le cadre même du régime capitaliste » nationaliser la Banque de France et en faire un « institut national d'émission qui garantisse les droits et les intérêts du peuple travailleur ». Il faut « nationaliser » les grandes industries en laissant aux capitalistes de quoi « vivre décemment ». Ainsi les grandes industries feront « retour à la collectivité ». Il faut « nationaliser » les industries de guerre et ainsi assurera-t-on le « contrôle (par qui ?) de la fabrication des armements ».

En 1890, Jules Guesde, dans une de ses polémiques avec les possibilistes de l'époque, a écrit, comme à l'intention des néo-possibilistes 1935 :

« L'expropriation politique ou gouvernementale de la classe capitaliste doit précéder et peut seule permettre son expropriation économique. Ce n'est que parce qu'elle a l'Etat dans la main, parce qu'elle fait la loi, qu'elle l'applique, que la bourgeoisie peut, contre la volonté et le bien-être des travailleurs et contre l'intérêt social détenir les moyens de production. Ce n'est par suite, que lorsqu'il se sera emparé de l'Etat que le prolétariat sera en mesure de restituer à la collectivité ou à la société mines, chemins de fer, usines, machines et le reste. » (Le collectivisme par la révolution)

Les nationalisations faites en régime capitaliste et souvent sur l'initia-

tive intéressée des capitalistes, sans attendre les prêches unitaires ou réformistes, ne font souvent que renforcer la bourgeoisie et son appareil l'Etat.

Le troisième congrès de l'I. C. (1921) dénonçait comme une « véritable duperie contre-révolutionnaire » le fait de présenter les nationalisations comme une mesure affaiblissant la domination du capital et favorisant les progrès de l'offensive prolétarienne.

Maurice Thorez, Racamond et autres, à la suite des auteurs du plan se battent les flancs pour démontrer qu'entre les nationalisations de la C. G. T. et celles de la C. G. T. U. (ou du Parti puisque lui aussi en accepte le principe) il y a une différence fondamentale. C'est que la C. G. T. admet le rachat qui transformerait les capitalistes en rentiers cossus. Tandis que la C. G. T. U. , elle « s'élève contre le rachat » et consent tout juste à leur accorder de quoi « vivre décemment » (ce qui est évidemment très « précis... » et laisse une bonne marge de marchandage).

Les idéologues du néo-planisme prétendent qu'il y a une différence fondamentale entre eux et les Jouhaux et les Blum parce qu'ils interprètent différemment les nationalisations. Pour Jouhaux, c'est un pas vers le socialisme. Non, s'écrie Thorez (voir son discours au Comité Central. « Humanité » 5. 11. 35), seules les nationalisations faites après la prise du pouvoir mènent vers le socialisme.

Peu importe ces restrictions « orthodoxes ». L'essentiel pour l'orientation de la classe ouvrière, pour le sens de la propagande du P. C. ou de la C. G. T. U. c'est qu'on admet que les nationalisations capitalistes « contiennent un intérêt marqué pour les travailleurs et menacent réellement (!) les positions des oligarchies » (Plan de la C. G. T. U.). L'essentiel c'est que Thorez, dans le discours cité admet que la nationalisation des industries de guerre permet « des contrôles plus efficaces de la part des institutions républicaines. »

Rachat ou non, « socialisme » ou autre chose, entre les deux dispositions, il n'y a pas de différence de principe, mais tout au plus une différence de **degré.**

Les deux positions sont entachées du même péché : toutes les deux elles bourrent les crânes ouvriers de l'illusion qu'on peut « dans le cadre du même régime » déposséder la bourgeoisie.

Même esprit dans les moyens d'action. Puisque la C. G. T. U. au déclin de sa vie a trouvé la recette de transformer en paradis l'enfer capitaliste, inutile de démolir — un ravalement suffit. Le lecteur averti y trouve à peine un faible écho de la nécessité des luttes révolutionnaires. Et ce n'est plus ni l'usine ni la rue qui sont à la place d'honneur. Le plan assigne d'autres cadres à « l'action ». Un Conseil national économique élargi, rafistolé, des chambres d'agriculture démocratisées, des chambres de commerce réformées seront désormais l'arène de la « lutte », nouvelle manière, des ouvriers, des paysans, de artisans, des petits commerçants.

Lorsqu'après tout cela les auteurs concluent que leur plan « n'entrave en rien la lutte permanente des syndicats pour la suppression du salariat et du patronat à laquelle, selon les meilleures traditions du mouvement syndical, la C. G. T. U. demeure fidèlement attachée » cela sonne comme un alibi... raté. (C'est d'ailleurs **la seule** fois où dans un texte de cinq colonnes on se « souvient » de la suppression du salariat.)

Si nos dirigeants voulaient se souvenir des enseignements de Lénine autrement que dans les phrases qui embrouillent le caractère réel du Plan de la C. G. T. U., ils auraient imprimé à ce Plan une toute autre ligne. Le IIIe

Congrès de l'I. C., tenu en 1921, au moment de la première crise économique d'après-guerre a recherché les moyens de profiter de cette crise pour tirer la classe ouvrière du giron réformiste et l'entraîner vers des batailles offensives contre la bourgeoisie. Dans sa thèse adoptée sur le mouvement syndical, ce congrès définissait largement les idées directrices dont devraient s'inspirer les « programmes d'action » (c'est le titre même d'un long chapitre), des centrales syndicales révolutionnaires.

On part de cette constatation que « la crise aiguë qui sévit dans l'économie du monde entier... la politique agressive de la bourgeoisie à l'égard de la classe ouvrière, une tendance obstinée à abaisser les salaires et à ramener la classe ouvrière à plusieurs dizaines d'années en arrière » provoque « l'irritation des masses » et révèle l'impuissance des vieux syndicats. En somme, un état de choses présentant en gros une analogie frappante avec la situation actuelle.

Mais l'I. C. n'en déduisait pas qu'il fallait « rénover » à la manière du « Plan de Salut ». Elle réclamait de nouvelles méthodes, « une politique économique agressive pour rejeter l'offensive du capital, fortifier les anciennes positions et passer à l'offensive ».

« L'action directe des masses révolutionnaires et de leurs organisations contre le capital, constitue la base de la tactique syndicale. Toutes les conquêtes des ouvriers sont en rapport direct avec l'action directe et la pression révolutionnaire des masses... La tâche des syndicats révolutionnaires consiste à faire de l'action directe un moyen d'éduquer et de préparer les masses ouvrières pour la lutte pour la révolution sociale et pour la dictature du prolétariat. »

Rejetant le dada réformiste des nationalisations qui déroute le prolétariat de la lutte révolutionnaire, le Congrès proclamait que « la lutte économique doit être livrée sous le mot d'ordre de l'augmentation de salaires et de l'amélioration des conditions de travail ». Seule une telle attitude, et qui ne souffre aucun « panachage » avec les remèdes réformistes, comme le fait le plan de la C. G. T. U., oriente le prolétariat vers la destruction du capitalisme et contre tout essai de le réformer.

Cela n'est possible que si l'on adopte les méthodes prolétariennes «d'ingérence » dans les affaires du capital. L'I. C. préconisait le **contrôle ouvrier** dans les entreprises sur tout ce qui pouvait intéresser ou influencer le sort des ouvriers.

Il suffit de réfléchir un peu pour saisir l'efficacité de cette méthode dans la période actuelle. Quels sont, en effet, les objectifs **immédiats** des ouvriers de France : défendre les salaires, empêcher les licenciements, s'opposer à ce que les trusts affameurs fixent des prix de rapine à leurs produits, nettoyer les usines des organisations fascistes qui s'y infiltrent et s'y installent en vue de briser dans l'œuf l'action ouvrière.

Tous ces objectifs. où donc les atteindra-t-on mieux : Au Conseil National ou à l'usine ? par la collaboration avec les patrons ou par l'action indépendante des ouvriers? Des deux méthodes, laquelle éduque et entraîne la classe ouvrière vers des combats plus élevés ?

Pour discuter la fixation des salaires, pour s'opposer aux prix de rapine, à l'armement des ligues fascistes et à leur organisation à l'usine, pour empêcher l'envoi d'armes, de munitions et diverses marchandises au fascisme italien en guerre, le contrôle ouvrier devra nécessairement s'étendre. Ce sera la démonstration par les faits devant les ouvriers les plus retardataires que pour réaliser effectivement la politique prolétarienne à l'usine il faut étendre (et

appuyer !) les fonctions des délégués au contrôle, « s'ingérer » dans la direction. Et déjà le IIe Congrès de l'I. C., lorsqu'il préconisait le contrôle ouvrier, prévoyait que les « tentatives d'ouvriers d'exercer leur contrôle non seulement sur l'approvisionnement des fabriques et des usines en matières premières, mais aussi sur les opérations financières des entreprises industrielles, provoqueront de la part de la bourgeoisie et du gouvernement capitaliste des mesures de rigueur contre la classe ouvrière, ce qui transformera la lutte ouvrière pour le contrôle de l'industrie en une lutte pour la conquête du pouvoir par la classe ouvrière ». Voilà donc où aboutit la tactique syndicale révolutionnaire.

On nous dira que nous allons trop vite, qu'en France, actuellement, la situation n'est pas encore mûre.

Mais justement, pour faire « mûrir » il faut montrer à la classe ouvrière la voie vers la prise du pouvoir et lui faire faire les premires pas si timides soient-ils. Or, l'insuffisante maturité n'a jamais été un motif (sauf chez Jouhaux) pour renoncer à faire avancer l'avant-garde syndicale et l'embourber dans les fadaises réformistes. C'est pourtant ce que réalise le Plan de la C. G. T U

Robert RRIZON.

Le programme agraire du P.C.

Le nouveau programme agraire du parti communiste, intitulé « programme de sauvetage de l'agriculture française » (« Huma » du 28 septembre) est dominé par deux préoccupations exclusives : sauver l'agriculture française et défendre la propriété du paysan travailleur menacé par les oligarchies financières. Les mêmes préoccupations animent également le parti agrarien (voir son programme pour les manifestations de septembre), le parti socialiste (voir les décisions du Congrès de Limoges du 29 septembre), le parti radical (voir, par exemple, le rapport général de Dupuis au congrès de Wagram).

Tous ces partis mettent au centre de leur programme la revalorisation immédiate des prix de vente des produits agricoles et le moratoire des dettes agricoles. On n'est pas encore d'accord sur les moyens qui mènent au sauvetage de l'agriculture ; les partis communiste et socialiste se prononcent pour l'institution d'offices publics agricoles, bien que le P. C. ait dénoncé pendant de longues années, ces offices comme une mesure en faveur de la bourgeoisie agraire et des hobereaux. Les radicaux, eux hésitent visiblement à s'engager dans la voie de « l'économie dirigée », sans en rejeter le principe, de même d'ailleurs que le parti agraire qui compte surtout sur « l'accession de la classe paysanne au pouvoir ».

Jean Bruhat affirme dans « .'Huma » du 5 novembre que « ce sont les idées de Lénine qui inspirent la politique agraire de notre parti ». Il faudrait ajouter : de même que celles des partis socialiste radical et agraire, car c'est le même programme. On reste stupéfait devant une telle falsification de la pensée de Lénine qui mettait en doute en 1922 le maintien dans les rangs du P. C. de Renaud Jean dont les fautes dans la politique paysanne sont une bagatelle par rapport à la ligne actuelle (voir les souvenirs de Semard, « Cahiers du Bolchévisme n° 2 du 15 janvier 1935, p. 90). L'affirmation de Bruhat

s'appuie sur quelques citations de Lénine où Lénine parle des mesures à prendre **après la révolution** envers les différentes couches de la paysannerie. Nous mettons au défi Bruhat de trouver chez Marx, Engels ou Lénine **une seule ligne** en faveur du « sauvetage de l'agriculture », de la « revalorisation des prix » en régime capitaliste ou « de l'application d'une politique douanière judicieuse » comme le préconise le « nouveau programme du parti ».

Il ne les trouvera pas, car toute cette politique est en contradiction flagrante avec les principes mêmes du marxisme, elle était d'ailleurs appréciée comme telle par le parti communiste jusqu'au tournant de 1934.

Dans le « Populaire » du 11 octobre, Max Dormoy rappelle les discussions sur le programme agricole du socialisme il y a 40 ans. En 1894, le P. O. F. adoptait, à Nantes, sur le rapport de Paul Lafargue, son programme agricole. En novembre de la même année, Engels publie une étude sur la « question paysanne en France et en Allemagne », où il critique sévèrement le programme ; contrairement à l'affirmation de Dormoy, Engels n'avait jamais admis la nécessité de protéger le paysan dans l'esprit du programme de Nantes. (1)

Voici ce qu'écrit Engels sur la défense de la propriété paysanne :

« Nous ne pouvons dans aucun cas promettre au paysan parcellaire le maintien de la propriété individuelle et de la production individuelle contre la supériorité de la production capitaliste...

...Il est du devoir de notre parti de montrer toujours aux paysans que Parti et aux petits paysans qu'en leur promettant des réformes qui semblent devoir maintenir la propriété paysanne. Ce serait barrer la route à la délivrance des paysans...

...Il est du devoir de notre parti de montrer toujours aux paysans que leur situation est absolument sans issue, dans les cadres du capitalisme, qu'il leur est absolument impossible de maintenir leur propriété parcellaire en tant que telle.

... S'il est donc simplement bête de notre part de promettre aux petits paysans qu'ils seront maintenus en tant que petits paysans, c'est presque de la **trahison** que promettre la même chose aux paysans moyens ou grands. »

Tout en montrant qu'une fois au pouvoir nous ne toucherons pas à la propriété des petits paysans et allégerons leur situation, Engels dénonce les tentatives de gagner les paysans, du jour au lendemain, par des promesses démagogiques. Les paysans gagnés ainsi, nous abandonneront demain. Laissons ce travail aux démagogues antisémites (agrariens, dirait-on aujourd'hui).

Cette critique paraît êtr edirigée expressément contre le programme agraire du P. C. inspiré du désir de gagner à tout prix les paysans, en leur promettant tout ce qu'ils veulent, et en préparant ainsi les pires déboires pour l'avenir.

Dormoy rappelle le contre-projet de Jaurès de 1894 sur le monopole de l'importation des blés, « qui a bien des points de ressemblance avec notre actuel projet d'office qui serait maître de l'importation des blés ».

Il est bon de rappeler ce que pensait Engels là-dessus. Dans une lettre à Victor Adler du 17 juillet 1894, il montre que la proposition de Jaurès est identique à celle que le comte Kanitz a déposée à Berlin dans l'intérêt des hobereaux avec le même but : la revalorisation des prix du blé. Il ajoute :

« Détruire la « spéculation » en chargeant du commerce du blé le gouvernement et les partis gouvernementaux composés cde voleurs de Panama, c'est une idée socialiste fameuse. »

(1) F. Engels. La question agraire et le socialisme « Mouvement socialiste » n° 43 - 44, 1900.

L'idée du programme du parti « de lutte efficace contre la spéculation » au moyen du contrôle sévère des trusts par le gouvernement des staviskards, inféodés aux trusts, est une idée plus fameuse encore. Elle n'a rien de commun avec le socialisme.

L'idéologie qui est à la base de ce programme est une idéologie agrarienne, petite-bourgeoise, antimarxiste au premier chef.

Pas de lutte de classe à la campagne. Pas de contradictions entre les gros paysan, front unique de l'agriculture, la fraternité entre les paysans de gauche et les paysans de droite, la duperie de l'unité tricolore des exploiteurs et des exploités. C'est sous les auspices de Fleurant Agricola avec sa propagande « la classe paysanne au pouvoir » qu'il faut placer le programme du parti et non pas sous celle de Marx et de Lénine.

Le programme agraire du parti est un programme **réactionnaire** et utopique dans la mesure où il se pose pour but non pas le renversement du régime capitaliste et le passage au socialisme, seul remède à la crise actuelle, mais le retour vers le « bon régime capitaliste » idéalisé d'avant-guerre, avec l'aide de l'Etat capitaliste, la limitation du pouvoir des trusts, l'instauration d'un capitalisme « sain et honnête ». On préconise dans ce sens « le marché sain où la production et la consommation s'équilibrent » ; un « taux juste » du profit pour les trusts, 6 % ; un écart **juste** entre les prix à la production et ceux à la consommation ; politique douanière judicieuse, suppression des importations « anormales », dans la mesure où la production nationale suffit. Enfin, loin de dénoncer la politique capitaliste de destruction des forces productives, de limitation de la production au moment où la misère et la famine règnent dans le monde capitaliste, le programme préconise « une règlementation sérieuse de la production (par l'Etat bourgeois en limitant, s'il y a lieu certaines productions » (blé et vin, en particulier). Pour maintenir la petite propriété que le capitalisme élimine avec rigueur « comme les chemins de fer ont éliminé les diligences », pour employer la comparaison d'Engels, le programme du parti « préconise l'autarchie, l'arrêt technique, la destruction de la « production », la règlementation corporativiste de la production à la Flandin.

On fait croire aux paysans qu'il est possible, tout en conservant le marché et la domination capitaliste, de « fixer » les prix justes revalorisés.

Le gouvernement de Front Populaire rappellera à l'ordre les deux cents « méchants gros loups », ramènera les profits aux dimensions raisonnables, jugulera la spéculation, et alors tout sera pour le mieux sur la bonne terre de France. Les bons trusts ne ranconneront plus les paysans, les surproducteurs ne surproduiront plus, les spéculateurs feront un commerce honnête, les produits étrangers seront prohibés, et les bons ouvriers et paysans de France n'auront qu'a bénir les sages chefs du parti communiste qui, 88 ans après le Manifeste communiste de Marx et Engels, rétablissent toutes les antiques bêtises du socialisme petit-bourgeois à la place de cette « vieillerie » marxiste-lutte de classe.

Comme Proudhon, on veut conserver « les bons cotés » du capitalisme et en supprimer les mauvais, sans se rendre compte que le capitalisme est un régime soumis à des lois déterminées, qu'il engendre **inévitablement**, tant qu'il existe, quels que soient les vœux et lamentations des politiciens petits-bourgeois, les crises la spéculation, les bénéfices abusifs, la baisse des prix, la surproduction, etc...

Ce programme, dans la mesure où les revendications utopiques et démagogiques couvrent un contenu réel, ne correspond pas aux intérêts des paysans travailleurs, mais à ceux des gros paysans et hobereaux. Voici ce que nous lisons

là-dessus dans la résolution du Comité Central du P. C. F. adoptée il ya deux ans (« Huma » du 13 mai 1933) :

« En régime capitaliste, les petits paysans travailleurs ne sauraient obtenir, par la voie du marché, une rémunération correspondante à leur travail et à leurs besoins. Au cas où une hausse momentanée se produirait, les gros agrariens, les gros commerçants en seraient les grands bénéficiaires et **pas** les travailleurs.

« a) La protection douanière provoque l'augmentation du coût de la vie ;

« b) Elle profite aux gros agrariens et n'apporte pratiquement aucun avantage véritable aux petits et moyens paysans ;

« c) Elle entraîne des mesures de réprésailles qui se traduisent par la ruine de milliers de paysans, par l'aggravation des périls de guerre impérialiste. »

Dans le tableau merveilleux du « capitalisme assaini et règlementé » de l'avenir on n'oublie pas les travaux d'utilité ouvrière et paysanne où figure, entre autres, un plan d'électrification rurale.

Cela nous rappelle une période vieille de 14 ans. Le parti communiste français tient « son premier véritable congrès à Marseille ». « Ce congrès est le seul où la **question agraire** fut posée dans son ensemble et avec l'ampleur nécessaire » (Histoire du P. C. F., p. 102). On y a parlé, entre autres, de l'électrification. Dans un article, publié dans « l'Internationale Communiste » d'avril 1922, Lénine soumet les thèses agraires de Marseille au cribie de sa critique. Il montre la nécessité de lutter contre une série de conceptions opportunistes qui sont en germe dans la thèse. Notamment, l'idée que l'électrification pourrait apporter une amélioration au sort des paysans français dans le cadre du régime capitaliste. L'électrification en France est absolument réalisable et nécessaire, mais seule la révolution peut la faire au profit les ouvriers et des paysans. En régime capitaliste, au contraire, elle détermine une dépendance et un asservissement plus grand du pays à l'égard des grandes sociétés industrielles et des banques.

Aujourd'hui, Renaud Jean, l'inspirateur des thèses de Marseille et du programme actuel, a sa revanche sur Lénine. Son discours au VIIe Congrès de l'I. C. (« Cahiers du Bolchévisme » du 15 octobre 1935) peut être considéré comme une réponse avec 13 ans de retard, à Lénine. Les germes opportunistes de Marseille sont aujourd'hui mûrs ; ils ont réussi à enlever au mouvement communiste ce qui est son essence, son âme : lutte pour la révolution socialiste.

A. MARTIN.

« L'unité du prolétariat est son arme la plus grande dans la lutte pour la révolution socialiste. De cette vérité incontestable, il découle tout aussi incontestablement que, lorsque les éléments petits-bourgeois, capables d'entraver la lutte pour la révolution socialiste, adhèrent en grand nombre au parti prolétarien, l'unité avec ces éléments est nuisible, mortelle à la classe du prolétariat. »

(LENINE, le 9 janvier 1915, **Contre le courant**, tome 1, p. 47.)

« (Vous devez comprendre) que... l'étatisation n'est utile qu'aux actionnaires qui vendent leurs actions au-dessus du prix, mais à nous elle ne profite en rien, car nous aurons aussi vite fait avec quelques grandes compagnies qu'avec l'Etat au cas où nous serions les maîtres. »

(ENGELS, Lettre du 16 mai 1882.)

DOCTRINE & HISTOIRE

N. LENINE

Le militarisme belliqueux et la tactique antimilitariste

Nous publions le second article consacré par Lénine à la tactique prolétarienne envers le militarisme. Dans ce chapitre, Lénine analyse la discussion sur les questions de la guerre au congrès socialiste international de Stuttgart en 1907. Cet article, paru dans le n° du journal bolchévik « Le Prolétaire » du 5 août 1908, permet d'apprécier la position de principe de Lénine envers les guerres, son attitude envers l'opportunisme social-patriote et l'hervéisme anarchisant.

N. D. L. R.

... Le lien qui unit le militarisme et le capitalisme est une chose absolument établie pour les socialistes, et sur ce point, il n'y a pas de désaccord. Mais le fait de reconnaître cette liaison ne permet pas encore de déterminer concrètement la **tactique** antimilitariste des socialistes, de résoudre pratiquement la question des formes de lutte contre le joug du militarisme et des moyens pour empêcher les guerres. Et voici que dans les réponses à ces questions on constate de sérieuses divergences entre les socialistes ; divergences qui se firent jour, avec une netteté particulière au congrès de Stuttgart.

A l'un des pôles se situent les social-démocrates allemands du type Vollmar. Du moment que le militarisme est le produit du capitalisme, raisonnent-ils, du moment que les guerres sont le complément nécessaire du développement capitaliste, point n'est besoin d'une activité antimilitariste spéciale. Telles sont les déclarations que Vollmar fit au congrès tenu par un parti social démocrate allemand à Essen. Quant, à la question de savoir qu'elle devait être la conduite des social-démocrates, en cas de déclaration de guerre, la plupart des social-démocrates allemands, Bebel, et Vollmar en tête, maintiennent opiniâtrement que les social-démocrates doivent défendre leur patrie contre une agression, et qu'ils ont le devoir de participer à une guerre « défensive ». Cette théorie a amené Vollmar à déclarer à Stuttgart que « tout l'amour de l'humanité ne peut nous empêcher d'être de bons Allemands ». De son côté, le député social-démocrate Noske proclamait au Reichstag, qu'en cas de guerre contre l'Allemagne, « les social-démocrates ne demeureraient pas en arrière des partis bourgeois, et qu'ils mettraient le fusil sur l'épaule ». Dès lors, Noske n'avait plus qu'un pas à faire pour déclarer : « Nous désirons que l'Allemagne soit aussi bien armée que possible ».

A l'autre pôle se situe un groupe peu nombreux de partisans d'Hervé. Le prolétariat n'a pas de patrie, disent les hervéistes. Donc, toutes les guerres, quelles qu'elles soient, se font dans l'intérêt des capitalistes. En d'autres termes, le prolétariat doit combattre chaque guerre. A toute déclaration de guerre, il lui appartient de répondre par la grève militaire et l'insurrection. C'est surtout à cela que doit se ramener la propagande antimilitariste. Dans ce

sens, Hervé proposa à Stuttgart le projet de résolution suivant : « Le congrès invite à répondre **à toute déclaration de guerre, d'où qu'elle vienne,** par la grève militaire et l'insurrection. »

Telles sont, dans cette question, les deux positions extrêmes des socialistes d'Occident. « Comme le soleil dans une goutte d'eau », elles reflètent les deux infirmités qui ne cessent de nuire à l'action du prolétariat socialiste en Europe : d'un côté, les tendances opportunistes, de l'autre, la phraséologie anarchiste.

Tout d'abord quelques remarques sur le patriotisme. Que « les prolétaires n'aient pas de patrie », en effet, le **Manifeste Communiste** le dit. Que la position de Vollmar, Noske et compagnie « heurte de front » ce principe essentiel du socialisme **international**, c'est également vrai... Mais il ne s'ensuit pas que les affirmations d'Hervé et de ses disciples soient justes, que peu importe au prolétariat la patrie où il vit, fût-elle l'Allemagne monarchique, la France républicaine, ou la Turquie despotique. La patrie, c'est-à-dire un milieu politique, culturel, social donné, constitue le facteur le plus puissant dans la lutte de classe du prolétariat. Et si Vollmar a tort quand il établit une espèce d'attitude « vraiment allemande » à l'égard de la « patrie », Hervé n'a pas plus raison de traiter, avec un manque impardonnable d'esprit critique, un facteur aussi important de la lutte émancipatrice du prolétariat. Le prolétariat ne peut se désintéresser des conditions politiques, sociales et culturelles de sa lutte, par conséquent il ne saurait être indifférent au sort de son pays. Mais le sort du pays ne peut l'intéresser que **dans la mesure** où il touche la lutte de classe, et non en raison d'une sorte de « patriotisme » bourgeois, tout à fait inconvenant dans la bouche d'un social-démocrate.

Plus complexe est l'autre question sur l'attitude à prendre envers le militarisme et la guerre.

Dès le premier coup d'œil, il est évident qu'Hervé commet l'impardonnable faute de confondre ces deux questions d'oublier l'enchaînement de cause à effet existant entre la guerre et le capitalisme ; en adoptant la politique hervéiste, le prolétariat se condamnerait à un travail stérile : il userait toute sa combativité (puisqu'il s'agit d'insurrection) à lutter contre la conséquence (la guerre) et laisserait subsister la cause (le capitalisme).

La méthode anarchiste de raisonnement apparaît ici dans toute son ampleur. Croire aveuglément à la force miraculeuse de toute **action directe** (1), isoler cette action directe de la situation générale, politique et sociale sans en faire la moindre analyse ; en un mot, « concevoir arbitrairement et mécaniquement des phénomènes sociaux » (selon l'expression de K. Liebknecht).

Le plan d'Hervé est « très simple » : le jour de la déclaration de guerre, les socialistes-soldats désertent et les réservistes décrétant la grève, restent chez eux (2). « La grève des réservistes n'est pas de la résistance passive : la classe ouvrière aura tôt fait de passer à la résistance ouverte, à l'insurrection, laquelle aurait d'autant plus de chances de succès que l'armée active se trouverait alors à la frontière du pays. » (G. Hervé, « Leur Patrie ».)

Tel est ce « plan effectif direct et pratique ». Sûr de son succès, Hervé propose de répondre par la grève militaire et l'insurrection à toute déclaration de guerre.

Comme on le voit ici, la question n'est pas de savoir si le prolétariat peut, quand il le jugera opportun, répondre par la grève et l'insurrection à la déclaration de guerre. Il s'agit de savoir si l'on doit lier le prolétariat par l'obligation de répondre **à toute** guerre par l'insurrection. Résoudre la question dans ce

(1) En français dans le texte.

dernier sens, c'est ôter au prolétariat l'initiative du choix du moment de la lutte décisive et la donner à ses ennemis ; ce n'est pas le prolétariat qui choisit le moment de la lutte, en se conformant à ses intérêts. quand sa conscience socialiste générale est élevée, quand son organisation est solide, l'occasion favorable, etc. Non, les gouvernements bourgeois pourraient le provoquer à l'insurrection même quand les conditions ne seraient pas propices pour lui, par exemple, en déclarant une guerre particulièrement susceptible de susciter des sentiments patriotiques et chauvins dans de larges couches de la population, et qui amènerait l'isolement du prolétariat insurgé. Il faut encore ne pas perdre de vue que la bourgeoisie qui, de l'Allemagne monarchique jusqu'à la France républicaine et la Suisse démocratique réprime avec tant de rigueur l'action antimilitariste en temps de paix, foncerait avec une rage extrême sur une tentative de grève militaire en cas de guerre et cela à un moment où seraient en vigueur la loi martiale, l'état de siège, les conseils de guerre, etc.

Kautski a raison en disant de l'idée d'Hervé : « L'idée de la grève militaire est inspirée par « d'excellents » motifs, elle est noble, pleine d'héroïsme, mais c'est une sottise héroïque. »

S'il le juge opportun, le prolétariat peut répondre à la déclaration de guerre par la grève militaire. Il peut, entre autres moyens d'aboutir à la révolution sociale, recourir aussi à la grève militaire. Mais se lier par cette « recette » tactique n'est pas dans l'intérêt du prolétariat.

C'est ainsi justement que le Congrès International de Stuttgart a répondu à cette question litigieuse.

ERRATA

C'est par erreur que, dans notre dernier numéro, nous avons mis la signature de Colson à l'article le « P. C. et les élections sénatoriales ». Le camarade Colson n'est pas l'auteur de cet article qui est commun à la rédaction.

SUR LA FAMILLE BOURGEOISE
QUE VEUT SAUVER VAILLANT-COUTURIER

« Sur quelle base repose la famille bourgeoise de notre époque ? Sur le capital, le gain individuel. La famille, à l'état complet, n'existe que pour la bourgeoisie ; mais elle trouve son complément dans la suppression forcée de toute famille pour le prolétaire et dans la prostitution publique.

La famille bourgeoise s'évanouit naturellement avec l'évanouissement de son complément nécessaire, et l'un et l'autre disparaissent avec la disparition du capital. »

(MARX-ENGELS, « Manifeste du Parti communiste ».)

« Le mariage bourgeois est, en réalité, la communauté des femmes mariées... Il est évident, du reste, qu'avec l'abolition des rapports de production actuels, la communauté des femmes qui en dérive, c'est-à-dire la prostitution officielle et non officielle, disparaîtra. »

(MARX-ENGELS, « Manifeste du Parti communiste ».)

NOTES

L'I. C. et le labour party

La déclaration du Comité Exécutif de l'I. C., publiée dans « L'Huma » du 5 novembre après son appel du 7 octobre, laisse stupéfaits tous ceux qui n'ont pas oublié les lettres adressées hier encore par les dirigeants du P. C. F. au Labour Party.

Dans l'appel du 7 octobre, on fulmine contre « ceux des éléments de l'Internationale Ouvrière Socialiste qui sont alliés avec leur bourgeoisie et se soucient moins du maintien de la paix que des intérêts impérialistes de leurs classes dominantes ». On y dénonce « l'impérialisme anglais qui s'apprête à la guerre contre l'Italie ».

Dans la déclaration du 6 novembre, on accuse les leaders du parti travailliste anglais « d'orienter le mouvement ouvrier international dans le sillage de la politique extérieure du gouvernement impérialiste anglais ». On accuse les représentant des cinq partis qui ont voté contre le front unique avec l'I. C. « d'avoir sacrifié, pour conserver la confiance de la bougeoisie, les intérêts de la classe ouvrière et les intérêts de la lutte pour la paix ».

Mais dans sa lettre du 5 septembre 1935 à la conférence commune de l'I. O. S. et de la F. S. I., le P. C. F. constate « la communauté de vues qui existe sur le problème de la sauvegarde de la paix, entre le Parti Communiste et le grand parti travailliste anglais ». Dans la lettre du 31 août, le P. C. F. « salue la décision de la conférence commune de l'I. O. S. ». De même Dimitrov « salue la décision de la conférence commune de l'I. O. S. et de la F. S. I. » dans son télégramme du 25 septembre, tout en considérant que « ce qui a été fait jusqu'à présent de votre coté et du nôtre est **insuffisant** devant l'ampleur du danger » (**insuffisant**, cela signifie qu'il faut renforcer l'action sans en changer le sens). Or, c'est le Labour Party qui a inspiré ces décisions.

Quant à la politique de l'impérialisme anglais, « L'Huma » n'a pas cessé de la saluer en l'opposant à celle de Laval. Encore dans « l'Huma » du 14 novembre, Gabriel Péri accuse Laval de ne pas avoir tiré des avantages de « la coïncidence des intérêts britanniques et de la défense de la paix indivisible ». Les communistes français et anglais n'ont pas cessé de soutenir la politique extérieure du Labour Party qui correspond, dans ses grandes lignes, à celle de l'impérialisme britannique.

Que s'est-il donc passé entre le 28 septembre (lettre de Cachin au Congrès du Labour Party) et l'appel du 7 octobre ? Le Labour Party a rejeté l'offre du front unique avec les communistes. C'est à partir de ce moment que l'I. C. découvre des divergences entre sa politique et celle des travaillistes dans la guerre italo-éthiopienne et oppose sa ligne du 7 octobre à « l'orientation exclusive vers les mesures de la S. D. N. », qui était sa ligne le 28 septembre.

La meilleure preuve de l'identité de ces deux politiques, c'est l'action des partis socialistes et communistes en France. La S. F. I. O. a la même attitude que le Labour Party dans la guerre italo-éthiopienne, pendant que

le P. C. F., cette section modèle de l'I. C., reste en « communauté de vues » avec les deux. La position du Parti Communiste anglais est la même.

Il est singulier de proclamer, la veille, le Labour Party plein de toutes les vertus, de le demander en mariage, et au moment où il refuse, le proclamer inféodé à la bourgeoisie, réactionnaire, ennemi du prolétariat, etc. On ne peut employer comme critère pour la politique **conforme aux intérêts du prolétariat** la volonté de se rencontrer avec Cachin, Thorez ou Sverma et de causer avec eux. On peut réaliser parfaitement l'unité d'action, sans un accord formel ; la grève du 12 février en France en est l'exemple brillant. Publier les noms des délégués des 5 partis hostiles au front unique, comme on fait en U. R. S. S. pour mettre en garde les fonctionnaires ayant failli à leur tâche, ne peut rien changer à l'état d'esprit des ouvriers qui font confiance à ces dirigeants. Croit-on, vraiment que les 46,1 p. 100 des électeurs danois qui viennent de voter pour la social-démocratie danoise (contre 1,6 p. 100 aux communistes) seront impressionnés par des méthodes de ce genre ou par des falsifications historiques (comme quoi le 5 mars 1933 l'I. C. aurait proposé à l'I. O. S. l'action commune, alors qu'elle a **refusé** précisément à cette date de mener des pourparlers **internationaux**) ? Ce n'est pas ainsi qu'on travaille efficacement pour réaliser l'unité d'action des ouvriers **pour la lutte de classe.**

Mais il ne s'agit pas de cela dans la politique actuelle de l'I. C. Il s'agit d'autre chose. L'appel du 7 octobre proclame comme mot d'ordre central « vive la politique de paix de l'Union Soviétique ! ». La déclaration du 6 novembre dénonce la décision du C. E. de l'I. O. S. comme « pouvant encourager l'agressivité militaire non seulement des fascistes italiens, mais aussi des fascistes allemands, des militaristes japonais et des autres fauteurs de guerre ». Péri dans « l'Huma » du 11 novembre note que les communistes anglais ajoutent aux mots d'ordre du Labour Party : il faut pratiquer la politique de rapprochement anglo-soviétique.

L'I. C. veut réaliser l'unité d'action sur la base du système de sécurité collective de Litvinov garantissant l'U. R. S. S. contre l'attaque allemande et japonaise. Le Labour Party, fidèle gardien de l'Empire britannique, se soucie beaucoup moins de la sécurité collective à l'Est. L'unité d'action entre l'I. C. et l'I. O. S., où le Labour Party joue le rôle dirigeant, aurait signifié un compromis entre les deux systèmes, ce serait le pendant et le prélude de la collaboration anglo-soviétique, à l'instar de la collaboration franco-soviétique. Voici le sens de la politique de rapprochement avec les travaillistes qui, pour le moment, n'a pas encore abouti, ce qui explique la mauvaise humeur du C. E. de l'I. C.

Le prolétariat international doit appuyer la politique de rapprochement anglo-soviétique, comme il appuie celle de rapprochement franco-soviétique. Mais la propagande pacifiste, les méthodes diplomatiques pour « noyer le poisson », l'apologie du « système de sécurité collective » de Litvinov, la capitulation idéologique devant le réformisme couverte par des phrases révolutionnaires, tout cela ne fait que désagréger la conscience de classe des ouvriers. Il faut bien choisir entre les deux politiques bourgeoises : celle de collaboration ou celle de guerre avec l'U. R. S. S., mais il faut de prime abord comprendre qu'elles sont toutes les deux des politiques bourgeoises. Le prolétariat ne peut et ne doit, dans aucun cas, s'identifier avec aucune d'elles ; il doit poursuivre sa politique à lui, politique qui n'est ni celle de Litvinov-Benès-Herriot, ni celle de Hoare-Morrisson-Stauning.

P. L.

«L'Huma» et la dévaluation du rouble

A partir du 1er janvier 1936 le rouble vaudra 3 francs français. Le rouble actuel fut stabilisé en 1923-24 sur la base d'or ; il fut défini par un poids d'or de 774 milligrammes. Le franc actuel de Poincaré étant défini par un poids de 59 milligrammes d'or, il s'ensuit que le rouble de 1924 valait 13 fr. 13. Le rouble de 1936 étant égal à 3 francs, cela signifie qu'il ne contiendra plus que 177 milligrammes d'or et ne vaudra que 22,5 anciens kopecks, comme le franc de 1926 ne vaut plus que 4 sous d'avant-guerre. En bon français, cette opération s'appelle la **dévaluation** légale du rouble de 77,5 %.

Comment « l'Huma » présente cette opération ? « Elle est l'expression de la stabilité encore renforcée et de l'affermissement du rouble », écrit « l'Huma » du 16 novembre. « Cette réforme démontre la supériorité du régime socialiste sur le régime capitaliste », explique M. M. le 17 novembre. « L'U. R. S. S. est le seul pays où la monnaie soit saine ». Il s'agit, ajoute-t-il « d'une revalorisation du rouble ».

Un fait est incontestable : le rouble de 1924 est dévalué, et la façon dont « l'Huma » présente les choses rappelle, hélas, trop la presse bourgeoise avec son bourrage de crânes et ses mensonges « patriotiques ». Si, d'autre part, il s'agit de la revalorisation du rouble de 1934-35, on se demande quand le rouble de 1924 a été dévalué à un tel point que son amputation de 4 cinquièmes puisse être qualifiée de revalorisation. Nous mettons au défi M. M. et toute la rédaction de « l'Huma » de nous montrer dans la collection de « l'Huma » **depuis 10 ans**, dans la littérature communiste une seule ligne montrant que le rouble ait perdu plus de 4/5 de sa valeur entre 1924 et 1935. Au début 1933, dans son discours sur le bilan du Premier Plan Quinquennal, Staline se moque de tous ceux qui osent contester la stabilité du change soviétique, il affirme qu'aucun pays ne possède une garantie de la stabilité du change équivalente à celle de l'U. R. S. S.

Qui a trompé les ouvriers ? Staline en 1933 ou « l'Huma » aujourd'hui.

C'est « l'Huma » du 17 novembre qui a raison. Oui, depuis 1928-29 le rouble soviétique a perdu plus de 80 p. 100 de sa valeur. Dans ce sens la réforme du 15 novembre constitue une stabilisation sur un niveau supérieur au niveau actuel des prix. C'est un progrès par rapport à la situation d'hier, caractérisée par un système monétaire complètement détraqué. Mais cette réforme n'a rien de commun avec la victoire du socialisme ; au point de vue monétaire, ce n'est que le retour vers la situation de 1924-28 vers une stabilité relative.

A. M.

« Ce n'est que par une résistance opiniâtre que nous nous sommes fait respecter et que nous sommes devenus une force. La force seule est respectée et tant que nous en serons une, le Philistin nous respectera. Il méprise celui qui lui fait des concessions, parce qu'il cesse d'être une force. On peut lui faire sentir un poing de fer dans un gant de velours, mais il faut le lui faire sentir. »

(ENGELS, Lettre du 18 novembre 1889.)

REVUE DE LA PRESSE

LA DEVALUATION ET LE FRONT POPULAIRE

Duclos se félicite dans les « Cahiers du Bolchévisme » du 1er novembre que le congrès radical « s'est prononcé avec une précision que l'on n'a pas trouvé dans le plan de la C. G. T. pour la stabilité du franc et contre la dévaluation » (page 1302). L'agitation du P. C. pour la défense du franc (« pourquoi pas : vive Poincaré ! », demande le radical Nocher dans « l'Œuvre » du 17 novembre), contre toute dévaluation, ne faisant que se renforcer, elle commence à inquiéter certains milieux du Front Populaire favorables à la dévaluation.

Le daladiériste Dulot dans « l'Information Sociale » du 7 novembre avoue qu'il « a eu la respiration réellement coupée quand il a lu l'article de Duclos dans « l'Huma » du 3 novembre » pour la défense du franc et contre les dévaluationnistes.

Boris, dans la « Lumière » du 9 novembre, écrit :

« Un bon tiers des radicaux, davantage encore de socialistes S. F. I. O., et de membres de l'Union Socialiste sont aujourd'hui partisans de la dévaluation ou y sont ralliés... Mais tout de même, un gouvernement de Front Populaire qui commencerait par jeter en prison le tiers ou la moitié de sa majorité parlementaire ! » (comme le propose Duclos).

La déflation, comme la dévaluation, ce sont deux méthodes bourgeoises de rejeter sur les travailleurs le fardeau de la crise. La presse communiste le montrait sans cesse jusqu'en 1935. Toutes les politiques économiques, dans le cadre du régime capitaliste, ne sont que des combinaisons diverses de ces deux méthodes, **également néfastes au prolétariat.** Si Jouhaux, Daladier, Blum inclinent pour la dévaluation, Herriot, Germain-Martin, Régnier, Duclos sont pour la stabilité du franc. Le prolétariat révolutionnaire ne doit se rallier à aucune de ces politiques, il doit poursuivre la lutte pour ses revendications de classe, tâche inconciliable avec la défense du franc de Poincaré.

LES MANIFESTATIONS DU SECTARISME

C'est le titre d'un chapitre du rapport de Thorez au Comité Central du P. C. (« Les Cahiers du Bolchévisme » du 1er novembre, page 1309). Qui sont ces sectaires gauchistes dénoncés par Thorez ? Il ne s'agit plus, comme dans le temps pas lointain encore, des trotskistes ou de Marceau Pivert. Aujourd'hui, c'est Léon Blum lui-même, ci-devant social-fasciste, qui est mis sur la sellette. Thorez cite deux déclarations de Blum : une à Mulhouse, où Blum prévoit que les socialistes, unis aujourd'hui, pourront se guillotiner demain les uns les autres ; l'autre où Blum dit que si les banques refusent de l'argent, le gouvernement du Front Populaire demandera aux fonctionnaires de patienter quelque temps. Déjà dans « l'Huma » du 17 octobre, Gitton, sans préciser les adresses, se proclama d'accord avec Chautemps et Herriot « contre des formules dogmatiques et des emballements irréfléchis ».

« Dès lors, Victor Hugo pouvait dire que « le droit de suffrage supprime le droit à l'insurrection...»

Il faut retenir la date du 10 novembre 1935. C'est le jour où l'organe central du Parti Communiste, par la plume de son nouveau collaborateur radical, dénie aux ouvriers le droit à la révolution sauf le cas « où le droit de suffrage soit violé lui-même ». C'est-à-dire, on a le droit de recourir à la violence pour défendre la démocratie bourgeoise, jamais pour l'abolir et instaurer un régime socialiste.

Et vu que la révolution pacifique est une impossibilité, vu que les communistes, ces bons républicains, « ne peuvent faire de concurrence à la force publique chargée de faire respecter la loi », adieu la révolution ! Le prolétariat n'a d'autre tâche que de « monter la garde autour de la république de ses maîtres ».

POUR LA REVOLUTION OU POUR LA PROPRIETE CAPITALISTE.

Dans « l'Ere Nouvelle » du 22 septembre, Henri Gernut, un des hommes représentatifs du Front Populaire, fait appel... aux réactionnaires contre le fascisme en leur expliquant que l'aventure fasciste est bien risquée pour leurs intérêts.

« Envahir la Chambre, et avec un fusil tirer dans le tas, quel joli spectacle pour des hommes qui ne portent pas dans leur cœur l'institution parlementaire. Seulement... réfléchissez un peu.

Réfléchissez que la violence, une fois déchaînée, peut s'exercer plus loin et ailleurs qu'on ne le souhaiterait.

Réfléchissez qu'un fusil, ça peut servir contre d'autres cibles que les députés.

Vous comprenez à demi-mot. Craignez, Messieurs les propriétaires, d'être les mauvais marchands de l'opération que vous secondez de vos vœux, de vos encouragements, et de vos deniers.

« Messieurs les réactionnaires, avouez, entre nous, que pour vous la République a été bonne fille ; que, jusqu'ici, elle a ménagé vos intérêts et vous a conservé vos privilèges ; que la propriété a été, à ses yeux, « inaliénable et sacrée », et que le Parlement n'y a touché que d'une main légère.

« Au nom de vos intérêts, voilà, j'imagine un langage qu'il vous plaît d'entendre, eh bien, oui ! au nom de vos intérêts... ne passez pas le Rubicon. Si vous êtes vraiment conservateurs, soucieux de ce que vous avez à conserver, eh bien ! restez sur l'autre rive. »

Voici des arguments qui peuvent agir sur des Herriot, Flandin et autres républicains modérés, dans la mesure où il leur est possible de choisir entre le statu quo et le fascisme et la révolution prolétarienne, suivis d'ailleurs de l'immense majorité des républicains bourgeois.

Précisément pour les mêmes raisons qu'invoque Gernut, les ouvriers ne doivent d'aucune façon épouser la cause « de la République de leurs maîtres », mais utiliser les libertés qu'ils ont conquises pour faire leur République à eux, République socialiste en accord avec tous les exploités, donc contre les réactionnaires et les conservateurs radicaux et réformistes.

***

P. S. Dans notre précédente revue de la presse (« Que Faire » n° 11), la première note (entre le réformisme et les Croix de Feu) contient des citations des « Volontaires Nationaux ». Il s'agit des extraits du plan des « Volontaires Nationaux » qui ont quitté de La Rocque (« La République », la feuille « La Révolution » du 21 septembre).

P. L.

TRIBUNE DE DISCUSSION

Comment il ne faut pas lutter contre l'Union Sacrée

La gauche révolutionnaire qui vient de se constituer dans la S.F.I.O. se proclame partisan du défaitisme révolutionnaire (voir sa plateforme dans son bulletin du 20 octobre). Elle rejoint, dans cette question, les trotskistes qui à l'occasion de la guerre italo-éthiopienne, se prononcent de nouveau « contre toute défense nationale en régime capitaliste et pour le défaitisme révolutionnaire ». (« Vérité » du 25 octobre.)

Dans la discussion sur les questions de la guerre dans « Que Faire? », le même point de vue fut défendu par les camarades Rimbert et Jean Jacques. (« Que Faire? » n° 8). Si l'on ne peut qu'approuver le rejet par les défaitistes de toute politique d'union sacrée, il est indispensable d'examiner attentivement les arguments invoqués par eux, car dans la mesure même où leur position est en contradiction avec les enseignements du marxisme (ce que nous essayerons de montrer), elle mène vers des conclusions fausses et rend plus difficile la lutte contre les réformistes et les partisans de l'union sacrée.

LE DEFAITISME UNIVERSEL

Le camarade Rimbert définit ainsi sa position : « En temps de guerre, il n'y a que deux positions conséquentes : l'union sacréée et le défaitisme ». Dans le même sens, le camarade Jean Jacques proclame : « Il ne peut y avoir que deux solutions en présence : union sacrée ou défaitisme révolutionnaire ». Le camarade Marceau Pivert affirme qu'il ne peut y avoir d'internationalisme prolétarien « en dehors du défaitisme révolutionnaire universel ». (« Le Populaire » du 22 août.)

Cette façon de poser le problème qui paraît très révolutionnaire dispense de toute appréciation du caractère de la guerre, de toute recherche pour savoir quelle politique correspond aux intérêts du prolétariat. Car on ne peut considérer l'union sacrée comme une politique prolétarienne admissible dans certaines conditions. La classe ouvrière ne peut dans aucune circonstance suspendre ou interrompre la lutte de classes. La lutte de classe est la raison d'être du parti du prolétariat, en dehors d'elle son existence même n'est plus justifiée.

Si la thèse défaitiste était juste, il s'ensuivrait que le devoir des socialistes dans la société bourgeoise serait de combattre la guerre et de pratiquer la politique défaitiste, quelle que soit la guerre. Le camarade Rimbert n'essaie

(*) Avec l'article du camarade Lenoir, nous clôturons provisoirement la discussion générale sur la position du marasme envers les guerres, qui s'est déroulée dans les numéros 7, 8, 9 et 10 de la revue. .. N.D.L.R.

même pas d'analyser, dans son article, le caractère d'une guerre éventuelle de la France et de l'U.R.S.S. contre l'Allemagne, de réfuter l'analyse faite par le camarade Bréval (1) d'en opposer une autre. Non, conformément à sa thèse, il n'envisage même pas la possibilité d'une autre politique que celle du défaitisme révolutionnaire.

Or, l'expérience du mouvement socialiste, depuis le Manifeste communiste en 1847, nous fournit de nombreux exemples de guerres menées par les classes dominantes, et dans aucune de ces guerres — jusqu'à 1914-1918 — Marx, Engels, les marxistes révolutionnaires n'appliquèrent la tactique défaitiste, ils se prononçaient pour la défaite d'un des belligérants et pour la victoire de l'autre. En 1905 encore, lors de la guerre russo-japonaise, Lénine se prononce pour la victoire de la bourgeoisie japonaise et pour la défaite de la Russie tsariste (2). A moins d'accuser Marx d'avoir eu une attitude chauvine et fausse en 1871 — les partisans actuels du défaitisme n'essaient même pas de le faire — (3), de même que Lénine en 1905, il faut constater que le dilemme posé par les défaitistes n'existe pas en général. La thèse de la gauche révolutionnaire de la S.F.I.O. « que le prolétariat en aucun cas ne saurait s'associer à une guerre menée par ses exploiteurs » n'est pas une thèse marxiste. Il y a précisément des cas où, tout en rejetant toute politique d'union sacrée, Marx et Lénine souhaitaient la victoire d'un des belligérants. Tout dépend du caractère de la guerre, de son rôle dans le développement social.

LE CARACTERE DE LA GUERRE

En 1915, dans la brochure « Le Socialisme et la guerre », éditée en russe, en allemand et en français, Lénine et Zinoviev précisent ainsi l'attitude de principe des socialistes envers les guerres :

« Nous autres, marxistes, nous nous distinguons des pacifistes et des anarchistes, car nous reconnaissons la nécessité de l'étude historique de chaque guerre (du point de vue du matérialisme dialectique de Marx). Dans l'histoire il y avait des guerres qui, malgré les horreurs, les atrocités, les misères et les souffrances qui accompagnent inévitablement chaque guerre, étaient des guerres progressives, c'est-à-dire qui contribuaient au développement de l'humanité, en permettant de détruire des institutions particulièrement nuisibles et réactionnaires (par exemple, le servage ou l'absolutisme), les régimes despotiques les plus barbares en Europe (turc et russe)... Tous les démocrates honnêtes, tous les révolutionnaires, tous les socialistes étaient, dans des guerres **de ce genre**, partisans du succès du pays (c'est-à-dire de la bourgeoisie), qui contribuait au renversement ou à l'affaiblissement des assises les plus dangereuses du féodalisme, de l'absolutisme et de l'oppression des peuples étrangers ».

On voit ici nettement que le marxisme n'a rien de commun avec la thèse propagée hier par les dirigeants communistes de la « troisième période », reprise aujourd'hui par les trotskistes et la gauche révolutionnaire de la S.F.I.O. que le prolétariat doit être contre toute défense nationale en régime capitaliste. Non, si la guerre menée par la bourgeoisie est une **véritable guerre de défense nationale, c'est-à-dire une guerre progressive** — et il s'agit précisément de montrer quel est le **caractère** de chaque guerre **concrète** pour se prononcer — le prolétariat ne pourrait pas pratiquer le défaitisme, sous le prétexte qu'il ne doit « s'associer à la guerre menée par ses exploiteurs ».

Mais si Lénine ne rejetait pas en principe la défense nationale en régime capitaliste, quelle est donc la différence entre lui et les social-patriotes ? Pourquoi les dénonce-t-il comme des agents de la bourgeoisie ?

L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN

Dans son article, le camarade Bréval a défini comme suit le critère marxiste-léniniste dans les guerres : « le seul critère pour le prolétariat dans la guerre, dans les situations qui peuvent changer, au cours même de la guerre, c'est l'intérêt de la révolution socialiste internationale ».

Cette phrase a provoqué une grande colère chez le camarade Rimbert. Il a retrouvé des citations de Vaillant-Couturier et de Zyromski exprimant à peu près la même idée et a qualifié cette façon d'envisager le problème de « bavardage de petits-bourgeois intellectuels ».

Malheureusement, le camarade Rimbert n'a pas cru nécessaire d'élargir le champ de ses recherches. Nous allons continuer son travail. Voici une citation qu'on peut mettre dans la même collection que celles de Bréval, Zyromski et Vaillant-Couturier.

« ... Ce n'est pas le caractère défensif ou offensif de la guerre, mais les intérêts de la lutte de classes du prolétariat, ou, plus exactement, les intérêts du mouvement international du prolétariat, qui constituent le seul point de vue possible pour discuter et résoudre la question de l'attitude de la social-démocratie envers un tel ou autre événement dans les rapports internationaux. » (4)

Qui est donc ce « petit bourgeois intellectuel » qui parle presque comme Zyromski en se demandant, en face de tous les événements de la politique internationale — y compris la guerre — « où se trouve l'intérêt du prolétariat mondial » ? C'est Lénine lui-même, qui ne fait d'ailleurs que résumer dans cette citation la position traditionnelle de Marx et de tous les socialistes révolutionnaires envers la guerre. Ainsi Rimbert qui veut défendre Lénine contre les empiètements de Bréval a fini par injurier Lénine lui-même.

De même que l'on ne peut pas déterminer la politique du prolétariat en faisant l'inverse de ce que fait la bourgeoisie, on ne peut non plus adopter une politique juste en faisant le contraire de ce que proposent Zyromski ou Vaillant-Couturier.

Toute la doctrine de Marx et de Lénine sur la guerre est dominée par cette idée fondamentale : où sont les intérêts du prolétariat mondial ? Quelle est la politique qui a donné naissance à la guerre ? (la guerre n'étant que la continuation de la politique).

Le prolétariat ne reconnaît pas le devoir de la défense de la partie bourgeoise. Du moment où ces intérêts entrent en contradiction avec les intérêts du prolétariat international, les ouvriers doivent subordonner les intérêts nationaux aux intérêts internationaux. Mais du moment où ces intérêts coïncident les ouvriers ne doivent pas hésiter à souhaiter la défaite du pays ennemi.

C'est pourquoi les ouvriers n'ont pas le droit d'envisager la question sous l'angle étroit de leur propre pays, en se désintéressant de **l'ensemble** de la situation internationale, de l'ensemble de la guerre. Dans son livre «La révolution prolétarienne et le rénégat Kautski », Lénine montre qu'un Allemand sous Guillaume II ou un Français sous Clémenceau qui dit : « j'ai le droit et je suis obligé, **en tant que socialiste**, de défendre ma patrie, si l'ennemi envahit mon pays », raisonne non pas comme un socialiste, comme un internationaliste, comme un prolétaire révolutionnaire, mais comme un nationaliste bourgeois. Pourquoi ? Non pas parce que Lénine rejette en principe la défense nationale en régime capitaliste, mais parce qu'ici disparaît la lutte de classes du prolétariat mondial contre la bourgeoisie mondiale, parce qu'ici disparaît l'appréciation de la guerre envisagée dans son ensemble, au milieu de ses

répercussions internationales. Un socialiste qui raisonne ainsi ne voit que son propre pays, il met au-dessus de tout sa propre... bourgeoisie, il ne pense pas aux liaisons internationales qui donnent à la guerre son caractère impérialiste, qui font de sa bourgeoisie un chaînon dans la chaîne de brigandage impérialiste. Le socialiste révolutionnaire raisonne autrement, il doit apprécier le caractère de la guerre, c'est-à-dire voir qu'elle est la classe qui la mène, qu'elle est la politique dont elle est la continuation.

Le critère que Rimbert veut appliquer, à la place de celui de Lénine, est inspiré de la même méthodologie que la politique du social-patriotisme. « Il s'agit d'organiser la révolution dans son propre pays », sans se préoccuper des intérêts du prolétariat international.

En U. R. S. S. aujourd'hui, ce critère signifie la justification de l'abandon par le gouvernement soviétique de toute politique orientée sur la révolution internationale. Il s'agit de préserver la révolution en Russie, le reste ne nous regarde pas, cette thèse soviéto-patriotique, révolutionnaire en apparence, est en contradiction complète avec l'internationalisme prolétarien, tout comme le social-patriotisme.

C'est sur la base d'une analyse approfondie de la guerre concrète de 1914-18 que Lénine détermine la tactique du prolétariat. Il montre que cette guerre était une guerre réactionnaire, et « la classe révolutionnaire, dans une guerre de réaction, ne peut faire autrement que de souhaiter la défaite de son gouvernement. C'est un axiome ».

LES LIMITES DU DEFAITISME

Mais loin d'universaliser cette tactique, comme le font aujourd'hui les « défaitistes universels », Lénine indique immédiatement que ce mot d'ordre ne serait plus valable si l'on démontrait un de ces trois points : 1° que la guerre n'est pas réactionnaire ; 2° que la révolution, à l'occasion de cette guerre, est impossible ; 3° que la correspondance et l'entr'aide des mouvements révolutionnaires sont impossibles dans **tous** les pays belligérants.

La tactique du prolétariat doit être basée sur l'analyse concrète de chaque guerre.

Oui, répond Marceau Pivert, mais une tactique pareille permettra à la bourgeoisie de tromper toujours le prolétariat. « La bourgeoisie est assez habile, dans ce cas, pour fournir précisément le prétexte naïvement invoqué à l'avance. Il n'y a pas un seul citoyen sérieux qui ne soit persuadé, par exemple, que la prochaine conflagration aura comme prétexte « la résistance à l'agression hitlérienne » (« Le Popu » du 5 octobre).

On ne peut laisser brûler la maison sous le prétexte que son propriétaire nous a induit en erreur en appelant les pompiers quand la maison ne brûlait pas. Les camarades qui disent : « on nous a eus une fois, on ne nous aura plus » font précisément tout pour que la bourgeoisie puisse « avoir » le prolétariat encore une fois. « On nous a eus, parce que nos maîtres nous ont présenté une guerre de brigandage comme une guerre nationale. Mais si demain, sous le prétexte qu'on nous a trompés, nous abandonnions un peuple opprimé qui mène une véritable guerre nationale, « on nous aurait » encore une fois, car nous agirions ainsi contre nos propres intérêts.

On se demande à quoi sert au prolétariat un parti qui dès le début se proclame impuissant devant les habiletés de la bourgeoisie et essaie de remplacer l'analyse marxiste par des recettes toutes faites qui évitent toute erreur possible.

D'ailleurs ces recettes s'avèrent nulles à la première épreuve. La bour-

geoisie sait aussi bien employer les mensonges de la défense nationale, que les mensonges du pacifisme. Maintenant la réaction française se prononce contre la guerre antiitalienne, pour la paix, elle proclame : « pas un homme, pas un sou pour la guerre italo-abyssine ». Les ouvriers doivent-ils, à cause de cela, abandonner leur lutte en faveur de l'Abyssinie contre la guerre impérialiste ? N'importe quel mot d'ordre révolutionnaire peut être, et est, prostitué, déformé, utilisé à tort par les réformistes, les opportunistes, les bourgeois. Devrions-nous donc après chaque trahison de ce genre, abandonner nos mots d'ordre, notre politique ? Ce serait tout simplement absurde.

L'U. R. S. S. 1935 ET LA BELGIQUE 1914

La position défaitiste serait juste si l'on prouvait que la guerre envisagée, avec la participation de l'U. R .S. S., serait réactionnaire. C'est ce qu'a essayé de faire le camarade Collinet, au congrès de la Fédération unitaire de l'enseignement à Angers.

« Il affirme le caractère impérialiste de la prochaine guerre mondiale malgré la participation de l'U. R. S. S. (comparaison avec la Serbie de 1914). Ce fait suffit à guider l'opinion des révolutionnaires.» (« L'Emancipation », n° 391, page 12)

S'il était juste que, du point de vue du prolétariat, la participation de l'U. R. S **S.** dans une guerre où il s'agit de son existence, est un facteur secondaire, que, comme en 1914, il ne peut pas choisir entre les deux camps en présence, alors la tactique défaitiste s'imposerait. Mais elle s'imposerait alors, non seulement en Allemagne et en France, mais également en U. R. S. S., qui ne serait dans ces conditions qu'un chaînon dans la chaîne impérialiste. Ce sont les bordiguistes, fraction italienne de la gauche communiste, qui tirent la conclusion tactique logique de cette thèse :

« En Italie et en Allemagne, comme en Angleterre et en France, comme en Russie et en Abyssinie, dans tous les pays, vous lutterez pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Disposez-vous à combattre contre toutes les patries : fascistes, démocratiques, soviétiques. » (5)

Nous avons essayé de démontrer dans cette revue que cette thèse est archifausse, que la défaite de l'U. R. S. S. serait un grand coup porté au mouvement révolutionnaire mondial, que **du point de vue du prolétariat**, la guerre de l'U. R. S. S. contre l'agression impérialiste déterminera le caractère de la guerre qui se prépare, sera le facteur dominant de la situation, contrairement au rôle de la Belgique et de la Serbie en 1914-18.

Le camarade Collinet reconnaît que « la résistance militaire de l'Ethiopie, **dans son stade actuel** s'intègre dans la lutte révolutionnaire du prolétariat international contre les impérialismes ». (« Ecole Emancipée », n° 8 du 3 novembre. Or, la lutte de l'U. R. S. S. ne s'intègre pas pour lui dans la lutte du prolétariat international ni dans le stade actuel, ni dans l'avenir. Le prolétariat international doit, selon lui, apporter une aide effective et matérielle aux Ethiopiens, faciliter leur armement (ce qui est absolument juste), mais il ne doit apporter aucune aide à l'U. R. S. S., Collinet, avec la Fédération de l'Enseignement, ne trouve pas un mot pour définir le devoir des ouvriers envers l'Union Soviétique. Cette attitude ne correspond pas aux intérêts du prolétariat. Quelles que soient les fautes et les responsabilités de Staline, il n'en reste pas moins que la victoire de l'Allemagne hitlérienne sur l'U. R. S. S. signifierait un recul énorme de la révolution internationale, une victoire de l'impérialisme mondial sous sa forme la plus réactionnaire. Le prolétariat international doit s'y opposer, dans son intérêt.

LA GUERRE ET LA LUTTE DES CLASSES

L'argument-massue de la gauche révolutionnaire contre la défense nationale en régime capitaliste est que l'on serait obligé d'accepter « un régime équivalent au fascisme », se soumettre à la dictature de l'état-major. Cette conception est au fond la base du dilemme : union sacrée ou défaitisme. Si vraiment, chaque opposition à l'état-major, chaque manifestation de la lutte de classes affaiblissait ipso facto les forces du pays et était incompatible avec les besoins de la guerre extérieure, alors vraiment il n'y aurait pas d'autre possibilité, pour les adversaires de l'union sacrée, que de faire de la politique défaitiste qui se confondrait ainsi, quelle que soit la guerre, avec la lutte de classes.

« D'après la théorie policière du patriotisme bourgeois et de l'état de siège, écrit Rosa Luxembourg, la lutte de classes est un attentat contre les intérêts de la nation qu'elle compromet dans son élan de résistance. » (6)

Et sur la base de l'étude historique, Rosa Luxembourg brise en morceaux cette légende officielle que l'invasion et la lutte de classes s'excluent mutuellement.

« Comme en témoignent les siècles, ce n'est donc pas l'état de siège, mais la lutte de classes sans merci, en réveillant en sursaut la conscience de soi, le courage pour le sacrifice et la force morale des masses du peuple, qui constitue la meilleure sauvegarde du pays contre les ennemis de l'extérieur. » (7)

Lénine, dans sa critique de la brochure de Rosa, se déclare complètement d'accord avec cette partie de son exposé, en reconnaissant que « c'est juste que la lutte de classes soit le meilleur moyen contre l'invasion ».

Cela ne signifie pas que chaque lutte de classes soit le meilleur moyen d'assurer la victoire. Cela dépend du but qu'on poursuit. Pendant la grande révolution française, la noblesse menait la lutte de classes contre la bourgeoisie dans l'esprit défaitiste, elle sapait les forces du pays et contribuait de toutes ses forces à la défaite. La petite bourgeoisie et les ouvriers de Paris menaient la lutte de classes contre le gouvernement bourgeois pour renforcer le pays, pour chasser les généraux incapables, pour assurer la victoire, et ainsi ils étaient les meilleurs artisans de la victoire.

Or, toute la question qui se pose est de savoir s'il faut mener la lutte de classes dans l'esprit jacobin ou dans l'esprit défaitiste, s'il faut souhaiter la victoire de son pays ou sa défaite. La solution dépend, comme nous l'avons vu, du caractère de la guerre, des intérêts du prolétariat. Quelle que soit la solution, notre devoir est de ne pas accepter la théorie policière de l'état de siège, ne pas se laisser influencer par des bobards sur le caractère nocif de la lutte de classes pendant la guerre, mais de démasquer et de dénoncer ces théories.

Le camarade Rimbert, de même que la gauche socialiste, déclare : «organiser l'insurrection armée, lutter pour la prise du pouvoir, en temps de paix comme en temps de guerre. Voilà la seule défense de l'U. R. S. S. ».

Il faut d'abord remarquer qu'il est faux de considérer la révolution en France comme la **seule** défense de l'U. R. S. S. Il est clair que l'aide financière, technique, économique apportée à l'Union Soviétique, en particulier à l'Armée Rouge, constitue une contribution à sa défense, aussi bien en temps de paix que pendant la guerre.

Il est incontestable, d'autre part, que seule la révolution internationale, en particulier la révolution dans les grands pays impérialistes, peut assurer défi-

nitivement la sécurité de l'U. R. S. S., la préserver définitivement de l'agression étrangère. Il est vrai que cette révolution mûrit dans les pays impérialistes avancés. Le rôle de la politique marxiste est de favoriser cette maturation, de déterminer la tactique du prolétariat sons l'angle de cette révolution. Mais il ne faut pas transformer cette vérité en une phrase creuse. Cette vérité est juste pour toute période historique, quand on en a vu la longue et difficile voie qui mène vers la victoire définitive du socialisme. Mais chaque vérité abstraite devient une phrase creuse quand on veut l'appliquer à **n'importe quel** cas concret, sans envisager toutes les particularités de la situation.

Les révolutionnaires prolétariens qui comprennent cette vérité dans ce sens que la révolution en France éclatera inévitablement, avant que les troupes hitlériennes occupent Léningrad et Moscou, avant qu'elle réussissent à vaincre l'Union Soviétique, font preuve d'une légèreté impardonnable. Ils agissent non comme des révolutionnaires internationalistes, mais comme des phraseurs.

Il ne suffit pas de dire que la révolution socialiste résoudra le problème de la défense de l'U. R. S. S.. Il faut démontrer qu'au moment où l'existence même de l'U. R. S. S. est en jeu, les intérêts de la révolution exigent qu'on sacrifie l'U. R. S. S., ce qui, dans les conditions données, ne pourrait qu'avoir une influence désastreuse précisément sur le développement de la révolution mondiale. Nous avons vu, que dans certaines circonstances, Lénine ne rejetait pas l'éventualité du sacrifice de l'U. R. S. S. au nom des intérêts de la révolution allemande. Il est curieux de voir quelle sont les circonstances. Lénine envisage la situation suivante : la révolution a déjà commencé en Allemagne, elle a atteint le stade de guerre civile nationale. Si à ce moment le gouvernement soviétique déclarait la guerre à l'Allemagne pour sauver la révolution allemande, il devrait risquer de périr, car en périssant, il aurait détourné une partie des forces de la contre-révolution allemande et aurait sauvé ainsi la révolution allemande.

C'es dans ce sens que Lénine pose la question en 1918 en affirmant que :

« En présence d'une révolution allemande menacée, dans la lutte décisive, il pourrait être non seulement conforme à la fin poursuivie, mais encore tout à fait obligatoire de risquer une défaite et la perte même du pouvoir des Soviets. » (8)

Avons-nous une situation semblable en France ? Si c'était le cas, alors il faudrait exiger du gouvernement soviétique non seulement la rupture immédiate de toute alliance avec la bourgeoisie française, mais même une aide active à la révolution française. Personne n'envisage une politique de ce genre, ce qui prouve le mieux que rien ne justifie aujourd'hui l'opposition du prolétariat français à l'aide que sa bourgeoisie peut apporter à l'Union Soviétique.

Car c'est ici que réside aujourd'hui tout le problème. L'Union soviétique est menacée par l'impérialisme allemand et japonais ; pour se défendre elle conclut une alliance avec l'impérialisme français. Il importe peu s'il existe ou non une alliance formelle. Du moment où l'Allemagne fait la guerre à l'U.R.S.S., l'aide directe accordée par la France à l'U. R. S. S. (munitions, aide financière, militaire, etc), aussi bien que les actions militaires de la France détournant du front oriental les troupes allemandes, crée une collaboration entre l' U.R. S. S. et la France contre l'Allemagne. La politique du pacte franco-soviétique prépare dès aujourd'hui cette collaboration.

Le prolétariat français n'est pas au pouvoir, c'est pourquoi l'aide qu'il peut apporter aujourd'hui directement à l'Union Soviétique (comme à l'Ethiopie), est relativement de peu d'importance. Mais les ouvriers peuvent et doivent influencer la politique extérieure. de leurs gouvernements par une action

révolutionnaire indépendante, **comme ils le font dans la politique** intérieure. Le rôle de la classe ouvrière peut être dans ce sens énorme ; il suffit de rappeler que c'est, dans une grande mesure, l'action des ouvriers des pays capitalistes, qui à coté de la lutte de l'Armée Rouge, a fait échouer l'intervention militaire étrangère en 1918-1920. Par son action, par sa politique, le prolétariat peut **favoriser ou entraver** l'aide apportée par sa bourgeoisie à l'Union Soviétique, sans que, naturellement, il puisse prendre la moindre responsabilité pour la politique de sa bourgeoisie. Si la bourgeoisie française envoie des munitions en U. R. S. S. et que, sous l'influence de l'agitation défaitiste, les ouvriers français s'y opposent, il est clair que leur action irait à l'encontre des intérêts de la défense de l'U. R. S. S. Les camarades qui, sous le prétexte de fidélité à la révolution se prononcent contre le pacte franco-soviétique, se prononcent en réalité pour l'abandon de l'U. R. S. S. en lutte contre l'agression impérialiste, tout comme les partisans de la « neutralité » française dans la guerre italo-éthiopienne contribuent, malgré leurs intentions subjectives, à livrer l'Ethiopie à l'impérialisme italien.

Le camarade Trotski, dans sa lettre aux ouvriers français (« Vérité » du 21 juin) montre qu'il est impossible de rejeter par principe des accords pratiques avec l'ennemi de classe. Tout en critiquant le pacte du 2 mai, il admet néanmoins que vu toute la politique antérieure de Staline, le gouvernement soviétique ne pouvait pas faire autrement, « il n'avait donc qu'à ratifier le pacte Staline-Laval ».

Mais, selon Trotski, il en est autrement en France. Si les députés communistes votaient, au parlement, l'alliance franco-soviétique, ils se manifesteraient une nouvelle fois comme des traîtres au prolétariat. Le camarade Rimbert, dans le même sens, oppose l'attitude de Lénine en faveur des accords militaires avec les gouvernements capitalistes à la prétendue nécessité pour les ouvriers de ce pays de pratiquer la politique défaitiste .

Trotski se limite à invoquer l'aspect parlementaire de la question. Pourquoi cette auto-limitation ? Si le pacte franco-soviétique doit être combattu par le prolétariat, il faut déclencher dans le pays une campagne contre lui, il faut le dénoncer, il faut mobiliser des masses contre lui et exercer ainsi la pression sur le parlement et le gouvernement pour qu'il soit rejeté. Se limiter à la question parlementaire, qui n'a de sens que dans les cadres de cette action générale, cela signifie préconiser un geste hypocrite ayant pour but de « sauver l'honneur » de députés ouvriers, leur permettre de ne pas s'engager dans le débat. Considérer qu'une attitude pareille est compatible avec l'approbation du pacte franco-soviétique par l'U. R. S. S., cela signifie se détourner de la réalité. L'absurdité d'une attitude pareille, son caractère contradictoire saute aux yeux.

Prenons le célèbre exemple de Lubersac qui s'offrait pour faire sauter les ponts sur la route de la retraite des troupes soviétiques, afin que leurs réserves militaires ne tombent pas entre les mains des Allemands. Imaginons-nous que l'accord soit réalisé et que Lubersac se mette au travail, à la tête d'un groupe, disons de 100 soldats français. Quelle attitude doivent adopter ces soldats ? Si l'on applique le critère actuel de Trotski, ces soldats devraient dire : l'accord entre Lubersac et Lénine ne nous regarde pas. Notre tâche est la lutte contre notre propre impérialisme, et dans la mesure où ces idées seraient assimilées par la majorité du groupe, sous l'influence de la propagande dans cet esprit, l'accord ne serait pas réalisé, et les réserves russes tomberaient dans les mains des Allemands. Ces gens agiraient ainsi non pas comme des internationalistes, mais comme des « nationalistes à rebours ». Il suffit

d'élargir cet exemple pour voir qu'une tactique pareille loin d'aider la révolution, pourrait facilement aboutir à la perte de la République des Soviets.

L'idée de Lénine dans cette question devient particulièrement nette quand on prend en considération l'exemple qu'il cite à plusieurs reprises, en particulier dans sa lettre aux ouvriers américains, après avoir exposé le cas de Lubersac. Il cite l'exemple du peuple américain qui concluait au XVIIIe siècle, lors de sa guerre pour l'indépendance, des accords avec un groupe d'oppresseurs contre un autre et qui luttait parfois avec des troupes d'oppresseurs français est espagnols contre les oppresseurs anglais. Lénine approuvait cet accord, le citait en exemple, ridiculisait les « communistes de gauche », adversaires des accords de ce genre, qui condamnaient « les sales affaires » des Américains au XVIIIe siècle.

Il est vrai, Lénine ne dit pas quelle doit être l'attitude des soldats français et espagnols dans ce cas. Certes, il ne s'imaginait pas que des gens adultes et sensés puissent avoir des doutes à ce sujet. S'il était permis aux Américains d'accepter ou de ne pas accepter un accord avec les Espagnols et les Français contre l'Angleterre, s'il leur était permis de considérer que le prix qu'on exige d'eux est trop grand, il n'était pas permis en revanche aux démocrates français ou espagnols de leur refuser cette aide, sous le prétexte que le prix est trop fort pour les Américains ou que le pouvoir dans leur pays se trouve entre les mains des rois. Le devoir élémentaire de l'internationalisme exige des ouvriers des pays impérialistes une aide à l'U. R. S. S. menacée, mais il n'exige pas de l'U. R. S. S. l'acceptation de chaque aide qu'on lui offre.

Le camarade Trotski pose le problème à rebours. Les révolutionnaires russes ont le droit et le devoir de peser soigneusement le pour et le contre de chaque accord pratique avec l'ennemi de classe, de se prononcer contre cet accord, s'ils considèrent que, dans des conditions données, on peut s'en passer ou qu'il revient trop cher.

Mais la situation change pour les révolutionnaires et ouvriers français. Dans les conditions actuelles, se prononcer contre l'accord, développer une action contre lui, cela signifie refuser à l'U. R. S. S. l'aide qu'elle **est obligée** de demander. Au moment où une partie importante de la bourgeoisie de ce pays se prononce contre le pacte franco-soviétique, pour l'accord avec l'Allemagne, une attitude du prolétariat français contre ce pacte signifierait objectivement favoriser la fraction antisoviétique de la bourgeoisie française. On ne peut en même temps reconnaître à l'U. R. S. S. ou à l'Abyssinie le droit de conclure des accords — y compris des accords militaires — avec les impérialistes et en même temps préconiser le défaitisme universel ; cela signifierait accorder à quelqu'un le droit de puiser de l'eau dans le puits, tout en lui en interdisant l'accès. Reconnaître à l'U. R. S. S. le droit de conclure des accords avec les impérialistes, cela signifie ne pas s'opposer à l'exécution de cet accord et combattre ses adversaires.

ENTRE DEUX CHAISES

Pour terminer, quelques mots sur l'article du camarade Bertram (9). Le camarade Bertram affirme que « la politique de guerre de l'internationalisme prolétarien en France diffère radicalement de celle de Bréval », mais on cherche en vain cette différence radicale. Page 27, le camarade Bertram dévoile la thèse fondamentale de « l'internationalisme prolétarien » : on se trouve en présence de **deux** guerres différentes, celle de la France et celle de la Russie. Il pourrait sembler que cette thèse implique une tactique, dans le genre de

celle du camarade Rimbert[e]: soutien de la guerre en U. R. S. S., défaitisme en France.

Cette thèse de deux guerres n'apporte absolument rien de nouveau dans la théorie marxiste des guerres, car il n'y a pas de guerres « pures », presque chaque guerre renferme des éléments contradictoires. Mais toujours il y a, à chaque stade, un facteur dominant, du point de vue des intérêts du prolétariat international, et c'est conformément à ce point de vue qu'il s'agit de déterminer le caractère de la guerre. Raisonner autrement, ne pas vouloir voir l'ensemble de la situation, les liaisons qui s'établissent dans une alliance formelle ou de fait, considérer les choses sous leur aspect isolé, signifie pêcher contre la règle élémentaire de la dialectique marxiste, aboutir à des conclusions fausses.

Le fait que la France et la Russie mènent ensemble la guerre contre l'Allemagne change le caractère de la guerre aussi bien par rapport à la France qu'à la Russie. En 1891, Engels a montré que si la France républicaine constituait un progrès par rapport à l'empire allemand, la même France alliée au tsarisme russe, constituait un facteur réactionnaire par rapport à la même Allemagne. Si nous voulions considérer isolément la guerre menée par chaque allié pendant la guerre mondiale, aucune politique internationale du prolétariat ne serait possible. Les ouvriers belges et serbes, d'un côté, les ouvriers bulgares de l'autre, devraient s'associer à la guerre, car leur classe dominante menait une guerre nationale[e]; par contre, les ouvriers des grands pays impérialistes devraient combattre la guerre. Il faut apprécier la guerre non pas sous l'angle des buts particuliers poursuivis par chaque bourgeoisie nationale, mais dans le cadre de la situation générale, il faut définir le sens objectif de la guerre concrète menée par des groupes de puissances ou la victoire et la défaite de chaque belligérant se répercute nécessairement sur la situation de chacun de ses alliés et adversaires.

Mais le camarade Bertram ne tire pas du tout de sa thèse des conclusions défaitistes. Il est contre le mot d'ordre de défaite en France, car « ce mot d'ordre qui et juste pour la guerre de deux groupes impérialistes, ne l'est pas pour le bloc plein de contradictions, le bloc soviéto-impérialiste ». Le camarade Bréval n'a pas dit autre chose. On se demande donc où est « la différence radicale » annoncée plus haut.

Tout en rejetant le défaitisme, le camarade Bertram qualifie la politique de guerre qu'il propose de « variante du défaitisme révolutionnaire ». Il n'est pas à une contradiction près. On peut naturellement baptiser sa politique comme on veut, mais quand on classe dans la même catégorie les choses qui appartiennent **en réalité** à des classes différentes on ne fait qu'embrouiller les choses. « Du fait — écrit quelque part Engels — qu'on classerait la brosse à chaussures dans **la même** catégorie que les mammifères des mamelles ne lui croîtraient pas ». Le défaitisme révolutionnaire signifie souhaiter la défaite de son pays ; une politique qui rejette le mot d'ordre de la défaite n'est pas une politique défaitiste.

Pierre LENOIR.

---

(1) « Que Faire ? » p. 7, 1935.

(2) Lénine. Œuvres complètes, vol. VII, pages 62-65.

(3) A l'exception du camarade Cazaubon (**Ecole Emancipée** du 14 juillet 1935) qui oppose faussement dans cette question Marx à Lénine.

(4) Lénine. Le Militarisme belliqueux et la Tactique antimilitariste de la socialdémocratie, chap. III. « Prolétaire » n° 33, 5 août 1908.

(5) Bilan n° 34, septembre-octobre 1935.

(6) Rosa Luxembourg. La Crise de la Démocratie socialiste, p. 116-117.
(7) Rosa Luxembourg. La Crise de la Démocratie socialiste, p. 119.
(8) Article « Etrange et Monstrueux », « Pravda » du 28 février et du 1er mars 1918.

C'est dans le même sens que le camarade Bréval dit dans son article que « si... le prolétariat français peut déclencher la lutte directe pour le pouvoir... il ne doit pas s'arrêter... même devant les défaites partielles de l'U. R. S. S. Nous ne comprenons pas pourquoi cette attitude est en contradiction avec la position générale, comme le croit le camarade Bertram. (« Que Faire? » nos 9-10.) En même temps qu'il formulait cette thèse, Lénine préparait la défense de l'U. R. S. S., la guerre révolutionnaire, donc la victoire de l'U. R. S. S. alliée éventuellement avec Lubersac (ce n'est pas la faute de Lénine si cette alliance ne s'est pas réalisée).

A ce moment, des brouillons communistes de gauche affirmaient aussi « que ces deux points de vue sont, par leur essence même, inconciliables » ; ils dénonçaient « des contradictions si élémentaires ». Le camarade Bertram ferait bien de relire la réponse que Lénine leur fit. Il n'aura pas alors besoin de chercher de prétendues contradictions chez le camarade Bréval.

(9) « Que Faire? » nos 9-10, 1935.

Vers une nouvelle internationale

Selon moi, le P. C. staliniste ne peut être redressé. Que vous preniez le ton d'opposition de gauche dans le P. C., d'accord, car cela peut être utile pour être entendu des camarades de la base.

Il est incontestable que les prolétaires jusqu'ici distants des journaux et organisations, prolétaires qui se mettent à bouger sous le fouet des événements, se dirigent vers le P. C. et y adhèrent. La radicalisation des masses prolétariennes se traduit par l'accroissement numérique du P. C., malgré toutes les fautes accumulées depuis la mort de Lénine. C'est là, **pour l'époque actuelle**, le fait dominant dans l'évolution d'idées des prolétaires : l'accroissement en influence et en organisation du P. C. Mais comme ces prolétaires veulent que ça change, veulent prendre le chemin de la révolution, ils se heurteront, dans leur marche en avant, à la **bureaucratie stalinienne**, un des plus forts obstacles qui soient à la lutte véritable contre les décrets-lois, pour les sanctions ouvrières, contre le fascisme.

Dans ces conditions « Que Faire ? » doit être là pour leur montrer la voie à prendre et par où commencer l'action. En se présentant comme **opposition** dans le P. C., « Que Faire ? » pourra mieux être entendu. Mais si se présenter sous ce jour est une nécessité tactique, il n'en reste pas moins qu'il ne faut se faire aucune illusion sur les possibilités qu'on a de redresser le P. C. On ne redresse pas Cachin, Thorez, et d'une façon générale le C. C. et toute la bureaucratie qui gravite autour.

La masse du P. C. est foncièrement saine et jusqu'à présent la déchéance du sommet a peu déteint sur les camarades de base. Mais toute la direction est attachée, agrippée, agglutinée à la direction stalinienne de l'U. R. S. S. et elle étouffera constamment la voix d'opposition préférant scissionner le Parti plutôt que d'y rétablir un régime normal de démocratie prolétarienne.

La-dessus je pense que nous sommes d'accord. Mais je voudrais encore insiter sur autre chose : nous travaillons à la création ou à la regénération d'une Internationale. Ne jouons pas sur les mots. L'Internationale Communiste dont le prolétariat disposera dans quelques années sera une Internationale où n'existeront plus les fonctionnaires staliniens parce que la nouvelle Internationale se sera créée **sans eux, et contre eux.** Ils le savent bien.

Or, ce n'est pas une voie unique qui mène à l'Internationale léniniste nouvelle, et d'autre part, la création vivante d'une Internationale ne peut pas être une affaire bureaucratique, ni immédiate. Entre la première Internationale 1876, et la deuxième, 1889, il s'est écoulé toute une période où le prolétariat était privé d'une Internationale, où il en préparait une.

Nous sommes présentement dans ce cas quoique du fait des événements rapprochés, les délais soient beaucoup plus courts

Il y a plusieurs organisations en plus de l'action de la classe ouvrière qui œuvrent pour l'Internationale nouvelle, **car il y a plusieurs voies** menant à elles :

1) **La voie de l'opposition au P. C.**, étant entendu que la grande majorité du P. C. pourrait adhérer immédiatement à cette Internationale.

2) **La voie de l'opposition à la social-démocratie.** Je sais que la couche prolétarienne et révolutionnaire dans le P. S. est très mince, mais enfin elle existe. Et à mon sens, le groupe de Bolchéviks-Léninistes qui vise à rassembler les adultes et les jeunes sur une plate-forme d'internationalisme conséquent et de lutte véritable contre la guerre impérialiste, travaille ainsi, lui aussi, à édifier l'Internationale qui nous manque.

Les illusions ne lui sont pas plus permises vis-à-vis du P. S., qu'au groupe « Que Faire ? » vis-à-vis du P. C. Les deux directions amenuisent de plus en plus leurs divergences pour créer un parti unique à l'exclusion des révolutionnaires

Mais je suis bien certain que les camarades Bolchéviks-Léninistes ne se font aucune illusion sur leur travail et possibilités **d'extension et de durée**, et que lorsqu'il le faudra, ils sauront reprendre leur marche totalement indépendante.

Depuis plusieurs années, le P. C. chasse un à un tous les camarades pensant par eux-même et arrivant à des conclusions autres que les conclusions staliniennes.

Depuis plusieurs mois le P. S. a entrepris la même chasse contre l'opposition des Bolchéviks-Léninistes et même contre toute opposition qui s'essaie à être conséqente.

Le travail du groupe des Bolchéviks-Léninistes et de « Que Faire? » me semble donc **complémentaire** d'abord. Je ne vois pas, **ni** du fait du travail sur deux terrains différents, ni du fait d'idéologies parfois divergentes, qu'il y ait entre vous deux des oppositions **tellement irréductibles**, des oppositions qui résistent à l'analyse.

3) **La voie d'une organisation autonome.** En effet, on peut, dès aujourd'hui, prendre des ouvriers, des jeunes, des normaliens, etc, faire leur éducation de classe (divisions **économiques** et **sociales** de la société, les classes, le parlement, les bandes fascistes, le parti du prolétariat...) indépendamment des deux grandes organisations prolétariennes actuelles P. S. et P. C., les organiser indépendamment des deux partis et orienter leur organisation nouvelle **vers les entreprises** et le travail de clarification pour un **nouveau P. C.** Il me semble que cela est juste : je prends des ouvriers. .e leur fais comprendre la nature de leur exploitation et le moyen d'en sortir. Ils s'organisent et en

même temps, ces ouvriers comprennent que leur place n'est ni dans le P. C. ni dans le P. S.-; car ils sont capables de définir justement l'orientation et le pourquoi de l'orientation des P. C. et P. S.

Je voudrais donc, en conclusion, bien insister sur ceci qui me semble essentiel : **la voie vers la nouvelle Internationale n'est pas unique.** Nous sommes à une époque du rassemblement nécessaire des internationalistes, mais ce rassemblement emprunte au moins trois directions, il est absolument nécessaire qu'à chacune d'elle on adjoigne une organisation prenant tâche de les enrôler. La fusion s'opérera après. De ci, de là, des hommes se sont mis en route vers l'organisation nouvelle. Ils finiront par se rencontrer.

Bien entendu, les prolétaires, même très loin de notre influence. ceux de Brest ou de Toulon, ou ceux qui ripostent aux fascistes, posent également dans cette action et par cette action les jalons conduisant à la nouvelle Internationale, au nouveau Parti, sans Blum et sans Cachin.

Est-ce du verbiage que réclamer une mutuelle compréhension de ceux qui luttent côte à côte ?

Pierre LAMBERT.

Sur le redressement du P.C.

J'ai de nombreux amis membres du P. C. Lors de la « période sectaire » ces intellectuels prolétarisés ou prolétaires « intellectualisés » appliquaient le sectarisme en **l'expliquant doctrinalement.** Maintenant, après quelques jours de gêne évidente, ils appliquent la nouvelle tactique en la truffant d'arguments doctrinaux et de citations habiles (Pauvre Lénine !) Indubitablement, cette catégorie de braves gens pense par personne interposée et est prête à subir tous les **tournants** sans trop broncher. J'ai l'habitude d'argumenter avec eux, je les ai gênés, mais au moment, où ils sentent la fissure, leur attitude devient péremptoire, et l'un d'eux a fort bien exprimé leur faiblesse en déclarant : «nous avons une confiance **aveugle** dans nos chefs, nous savons ce que désire le P. C. dans le Front Populaire, nous savons que la « démocratie » joue mal (!), mais actuellement l'époque est si tendue que nous avons **bien assez** d'appliquer les directives que des camarades, qui eux ont en mains tous les éléments pour juger, nous donnent ». **Textuel** et approuvé par plus de vingt camarades présents, tous membres du P. C. depuis plus de cinq ans.

J'ai réfléchi et ai conclu : 1° que les raisons qui font que ces camarades « instruits » sont des « suiveurs », n'ont pas les mêmes origines que celles qui **conduisent** l'ouvrier communiste à suivre plutôt qu'à conduire. Je vois pour pour les premiers, la raison dans le fait qu'ils transportent malgré eux dans le mouvement révolutionnaire les faiblesses nées du milieu d'où ils viennent; une des faiblesses marquantes de ces milieux semi-intellectuels n'est-elle pas le conformisme ? Pour les seconds, et quoique le résultat soit aussi déplorable, je vois plutôt la raison dans le fait que l'ouvrier, même avancé, perd **malgré lui** le fil d'une ligne politique extrêmement mouvante dans l'application, mais que de toute façon il n'y est pas conduit par le conformisme, mais plutôt parce qu'il n'a pas eu la possibilité de comprendre et d'établir un lien cohérent entre son **aspiration** et les **modalités de son action.**

2° Partant de cette considération et m'appuyant sur l'observation que j'ai faite (est-elle juste ?), à savoir que dans le mouvement communiste français nombreux sont les éléments semblables à mes camarades, je crois que le prolongement et l'extension, un peu extraordinaire à première vue, des « erreurs » de la direction, est le fait de ces nombreux « idéologues » qui à coup de citations léninistes et d'arguments doctrinaux noient, sans le vouloir, la réaction naturelle des ouvriers, empêchent leur prise de conscience, et sont ainsi les meilleurs agents d'une direction incapable **qui dure** grâce à l'appoint spontané de tous ces bougres qui se font forts — leur science « réaliste » aidant » — d'expliquer toutes les sinuosités, tous les virages, endormant ainsi les ouvriers étourdis par tant de faconde et d'arguments-massue.

3° A mon avis, sans nier la nécessité de redresser tous ces braves types, suiveurs par nature, c'est de la réaction des ouvriers de l'avant-garde qu'il faut attendre le redressement. Il faut donc tout faire pour les dégager de l'emprise « officielle » et du frein que constituent à la base les nombreux avocats inconscients.

Pour les ouvriers, la lutte de classe joue en plein, et on ne pourra pas toujours leur faire prendre la collaboration avec M. Herriot pour une politique favorable à leurs intérêts. Par contre, nos braves « expliqueurs » sont à un tel degré de vasouillage qu'ils sont capables de prendre une défaite tragique pour une opération tactique de première grandeur. Il faut donc s'appuyer sur les ouvriers avancés, dans la mesure où ils comprennent et alors il n'y aura pas de différenciation à faire, car dans la mesure où la base, directement fichée dans la lutte de classes, se mettra à bouger, **imposera sa politique,** nous verrons sans doute ces mêmes petits camarades défendre imperturbablement la politique nouvelle.

Je veux toucher encore une grande question.

Il me paraît évident et prouvé que les grands principes définis originellement par le P. C. sont justes.

Mais dans sa marche, on a vu se développer une suite de faits dont il faut tenir compte pour ne pas retomber dans les mêmes erements Si le réformisme a ses tares bureaucratiques, ce qui est d'ailleurs assez naturel, le mouvement révolutionnaire en est farci et gangrené dangereusement. L'U. R. S. S. contre la volonté de ses véritables constructeurs, est sous la coupe d'une bureaucratie tentaculaire et expéditive quant à ses opposants. L'I. C. est plus ou moins transformée en bureau de propagande du gouvernement soviétique. Donc, reconnaissant la justesse de sa politique initiale, je suis cependant amené à constater que le bolchevisme développe organiquement une ou plusieurs tares qui ont déterminé sur les différents plans des résultats identique. Donc, reconnaissant la justesse de sa politique initiale, je suis cepenpoint non plus de les indiquer et de les rendre sensibles ; il faut trouver les raisons, **toutes les raisons,** et construire en se gardant organiquement contre leur retour. L'expérience que nous vivons doit tout de même servir à quelque chose et pour ma part, je ne me contente pas de vitupérations contre Staline et les bureaucrates. Je cherche et j'avoue que pour moi c'est un gros problème que ne suffit pas à résoudre le fait qu'on a « étouffé la démocratie ».

Charles BIRON.

LIVRES REÇUS

Gilbert Serret : **Le problème agraire et paysan devant le Corps enseignant (Ecole Emancipée .** — Rosa Luxembourg : **L'accumulation du Capital** (Librairie du Travail). — Maurice Dommanget : **Auguste Blanqui à Belle-Ile** (Librairie du Travail). — Léon Trotski : **L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme** Librairie du Travail). — César Faubras : **Viande à brûler** (Flammarion)

Vie de la Revue

Avec le numéro présent « Que Faire ? » termine la première année de son existence. Malgré les progrès de notre diffusion (nous avons plus que doublé notre vente et avons une centaine d'abonnés, nos recettes provenant de la vente et des abonnements couvrent à peine 40 % de nos dépenses. Nos dépenses comprennent, outre l'édition de la revue, l'édition de tracs (trois au cours de l'année), de matériel de propagande, etc.

Notre déficit est couvert par les souscriptions de nos collaborateurs et amis qui versent régulièrement des cotisations au fonds de « Que Farie ? ». Ces cotisations, établies dès avant le lancement de la revue, nous ont permis de constituer une réserve et de combler le déficit resté après les souscriptions du mois. Cette réserve est presque épuisée.

Nous nous adressons à tous nos amis et lecteurs en leur demandant d'aider la revue. Aidez-nous en nous procurant de nouveaux abonnés (c'est le plus important) et lecteurs, en participant à la souscription permanente que nous ouvrons et dont nous publierons régulièrement les comptes-rendus. Que chaque camarade nous verse tous les mois une somme déterminée, si modique soi-t-elle, il nous aidera à boucler le budget de la revue et contribuera à son amélioration et à son développement.

LA REDACTION.

NOTRE SOUSCRIPTION PERMANENTE
octobre 1935

Bréval, 50 fr. ; Brizon, 50 fr. ; Garnier, 30 fr. ; Gauthier, 30 fr. ; Jeanne, 25 fr. ; Lafont, 50 fr. ; Maurois, 20 fr. ; Pierre, 50 fr. ; René, 50 fr. ; Rochette, 25 fr. ; Spectator, 20 fr. ; Guérard, 15 fr. ; Dorval, 10 fr. ; Laplace, 5 fr. ; Cercle n°1, 60 fr. ; Cercle n° 2, 20 fr. ; Liste de souscription n°1, 15 fr. TOTAL : 525 francs.

Le Gérant : E. M. Tête d'Homme.

Impressions Modernes, 37, boulevard de Strasbourg, Paris (10e)